

Mais qui veut la peau de Wikipédia ?

D'Elon Musk à l'hebdomadaire *le Point*, l'encyclopédie en ligne, accusée à tort de «wokisme», est la cible des réactionnaires. Une offensive inquiétante. P. 7



Le revenu des agriculteurs, grand oublié du Salon

Emmanuel Macron n'a pas tenu ses engagements sur l'instauration de prix planchers. La mesure permettrait pourtant aux paysans d'éviter de produire à perte. P. 10

LUNDI 3 MARS 2025 | N° 24143 | 2,90 € | www.humanite.fr

L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Donald Trump et J. D. Vance ont lâché l'Ukraine lors d'un échange lunaire, vendredi, à Washington, signe d'un bouleversement profond des relations internationales. Réunis à Londres ce dimanche, les Européens ont tenté d'élaborer une réponse coordonnée. P. 2

LE NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL

DIPLOMATIE

En mettant en scène devant les caméras le lâchage de l'Ukraine, Donald Trump acte sa volonté de créer un nouvel ordre mondial où le droit est systématiquement bafoué.



Volodymyr Zelensky, Donald Trump et J. D. Vance, dans le bureau Ovale, le 28 février. ANDREW HARNIK/GETTY IMAGES VIA AFP

Le monde entre dans une ère de prédation

Les images ont filé tout droit dans les archives, devenant historiques à l'instant même où elles étaient diffusées (lire page 5). En mondovision, le chef d'un État souverain – Volodymyr Zelensky – a été humilié par le président et le vice-président de la principale puissance mondiale – Donald Trump et J. D. Vance. Cela ressemblait presque à une scène de cour d'école où un gamin auquel on a volé une partie de ses billes se fait admonester par le surveillant général et son adjoint : « Il va falloir dépasser cela. » Même les scénaristes à l'imagination foisonnante de la série *West Wing* n'avaient osé l'imaginer. Un sacré « moment de télévision », a lâché Donald Trump, toujours prompt à assurer le service après-vente de ses propres prestations. « Depuis que la diplomatie existe, il n'y a pas eu de scène aussi grotesque et irrespectueuse que celle qui s'est déroulée dans le bureau Ovale », a réagi le président brésilien Lula, dont les relations avec son homologue ukrainien sont pourtant

orageuses. La portée de l'affaire dépasse évidemment celle d'une algarade, fût-elle la plus médiatisée de ces dernières années. Elle constitue sans doute le marqueur d'une nouvelle ère des relations internationales.

Volodymyr Zelensky avait, semble-t-il, encore quelques illusions sur la position de l'administration Trump. Au point de venir à Washington quémander un soutien et provoquer une rencontre dans le bureau Ovale devant les caméras afin de mettre en scène ce qu'il pensait pouvoir obtenir. Le président ukrainien a payé cash sa « naïveté ». Manifestement pas préparé à ce « traquenard », il a balbutié quelques phrases de peu de portée, se perdant dans un combat déséquilibré avec ses hôtes et échouant à rappeler quelques évidences, à commencer par celle du droit international bafoué.

Ce que disent ces longues minutes est assez simple : depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump ne bluffait pas. On a assisté en direct, comme l'a souligné sur X Corentin Sellin, spécialiste des États-Unis, « à la

matérialisation d'un changement d'alliance, au moins sur l'Ukraine. Les États-Unis de D. Trump (et J. D. Vance) sont alignés sur les positions de Poutine ».

UNE EXTORSION À GRANDE ÉCHELLE

D'une pierre – un cessez-le-feu ou un accord global –, le président nationaliste veut faire plusieurs coups. En reprochant à Volodymyr Zelensky de jouer « avec la troisième guerre mondiale » et « avec la vie de millions de personnes », il espère apparaître comme le « pacificateur » qu'il a promis d'être lors de son discours d'investiture. Ce vernis pacifiste masqué (mal) un premier objectif : profiter de l'extrême position de faiblesse de l'Ukraine pour se livrer à une extorsion à grande échelle – rarement vu, si ce n'est jamais, dans l'histoire des relations internationales. En contrepartie du maintien de l'aide économique et militaire états-unienne, sans laquelle l'Ukraine s'effondrerait certainement en quelques semaines, Donald Trump exige la possession de terres rares sur le sol ukrainien. Un



à l'égard de la Chine. Poutine ne va pas rompre avec Xi pour parier sur un Trump qui ne sera plus au pouvoir dans quelques années et sur une politique américaine imprévisible. Donc, même s'il y a un plan géopolitique derrière, il est complètement erroné», décrypte, pour le Figaro, Steven Pifer, ancien ambassadeur américain en Ukraine, et analyste pour la Brookings Institution.

Autre hypothèse : le milliardaire au nationalisme exacerbé construit pas à pas une sorte d'« internationale réactionnaire ». La formule peut paraître éculée ou parasseuse mais elle permet de mettre en lumière un processus réellement en cours. En proposant de vider Gaza de ses habitants pour en faire une « Riviera du Moyen-Orient », Donald Trump lâche la bride sur le cou de la coalition d'extrême droite au pouvoir à Tel-Aviv qui n'en espérait pas tant et comble le « bloc évangélique » américain, matrice de la coalition républicaine. À Munich, J. D. Vance est venu tancer les Européens pour leurs politiques de « modération » des propos haineux, racistes et antiféministes tout en conseillant aux Allemands de mettre fin au « cordon sanitaire » contre l'extrême droite, deux « mantras » de la fachosphère états-unienne, avec Elon Musk en porte-parole.

« FORCE » ET « UNILATÉRALISME »

Et, désormais, le pouvoir poutinien se verrait récompensé de son agression militaire qui a provoqué la mort de centaines de milliers de personnes. Ici encore, l'écho intérieur américain est audible, la Russie devenant synonyme pour la base « Maga » (Make America Great Again) de rempart anti-woke et de fortin des valeurs chrétiennes. De Gaza à Kiev, la violation du droit international est non seulement acceptée mais valorisée tandis que les principaux amis des États-Unis se retrouvent en tête de la liste des personnes recherchées par la Cour pénale internationale et que les « alliés » traditionnels, notamment européens, sont invités à se débrouiller seuls.

Un nouveau paradigme des relations internationales émerge, comme l'a constaté sur CNN Rahm Emanuel : « C'est désormais la prédateur contre les principes. » L'ancien chef de cabinet de Barack Obama et ancien ambassadeur au Japon veut certes croire que l'Amérique se trouvait toujours du côté des « principes » (ce que les faits historiques contestent, du Chili de Pinochet à la guerre en Irak lancée par George W. Bush). Mais l'Amérique assume désormais de diriger le camp de la prédateur, ce qui induit de remettre en question l'architecture de sécurité que l'Amérique de FDR (Franklin Delano Roosevelt – président des États-Unis de 1933 à 1945) avait conçue. Dans un monde « multipolaire », le multilatéralisme est vu comme une entrave au libre exercice de la puissance américaine. À Washington, les maîtres mots sont « force » et « unilatéralisme ».

Ce virage sur l'aile ne va pourtant pass sans turbulences. Si le nouveau pouvoir américain veut se délier des engagements collectifs, il devra néanmoins préserver son système d'alliances qui lui donne un avantage concurrentiel majeur par rapport à Pékin. Les Européens, abandonnés en rase campagne, décideront-ils enfin de bâtir une autonomie stratégique ? (lire page 4).

Enfin, la réaffirmation brutale de l'hégémonie des États-Unis via la méthode Trump peut conduire à son isolement croissant sur la scène internationale. Le soutien inconditionnel de Joe Biden à Benjamin Netanyahu et sa guerre totale menée à Gaza avait déjà contribué à saper l'autorité (ou ce qu'il en restait) du « phare de la démocratie » à l'échelle mondiale. Un pays qui menace ses partenaires (Mexique, Canada), délaisse ses alliés (Europe) et lâche un pays agressé (Ukraine) ne peut plus se parer de faux-semblants moraux. Il est nu. Roi, mais nu. ■

CHRISTOPHE DERROUBAIX



ÉDITORIAL

PAR LAURENT MOULoud

Démonstration

Les dix minutes d'humiliation publique que le duo Trump-Vance a infligées à Volodymyr Zelensky auront eu, au moins, une vertu. Celle d'officialiser – pour ceux qui en doutaient encore – le basculement géostratégique et politique des États-Unis à l'échelle mondiale. Donald Trump n'est pas qu'un simple bluffeur opportuniste, qui naviguerait à vue au gré de deals « gagnant-gagnant » avec d'autres puissances. Derrière sa stratégie faussement erratique de businessman bling-bling, l'oligarque et son entourage messianiques suivent un agenda précis, liant profondément guerre économique et offensive idéologique réactionnaire, assumant sans scrupule leurs visées illibérales, propoutiniennes et hé-gémoniques. La violence du traquenard du bureau Ovale restera, à ce titre, comme un moment historique. Celui où le mythe des États-Unis, garants de la sécurité du monde occidental, et phare présupposé de la démocratie depuis 1945, s'est effondré.

Des droits de douane au dossier ukrainien, l'Union européenne assiste depuis deux mois, sidérée, à cette désintégration des relations avec l'ancien allié. La responsabilité du Vieux Continent est désormais immense. Pressé d'assurer, seul, sa sécurité conti-

Le mythe d'une Amérique garante de la sécurité du monde s'est effondré.

nentale. Mais aussi la défense des principes démocratiques du droit international et du multilatéralisme face à la loi du plus fort théorisée par les trumpistes. Quid de l'OTAN ? Comment reconstruire un système de sécurité collective qui ne dépende pas des aléas électoraux outre-Atlantique ? Comment porter une voix politique et pacifique à l'international ? Enjeux majeurs que l'Union européenne, obnubilée depuis des décennies par le seul libre-échange et gangrenée en son sein par la montée des extrêmes droites nationalistes, ne résoudra pas avec une course sans fin à l'armement. **Chaque citoyen devrait méditer cela. La démonstration de violence** de Donald Trump et son saccage des gardes-fous démocratiques ne sont pas une simple parenthèse. Ils ne sont que la préfiguration, spectaculaire, de ce que tous les réactionnaires de la planète, de Meloni à Orban en passant par Marine Le Pen, appellent de leurs vœux. Leur relative discréetion de ces derniers jours, d'ailleurs, en dit long sur leur mansuétude à l'égard d'un modèle qui les fascine, en dépit de la haine profonde qu'il véhicule et des dangers pour la paix mondiale qui l'accompagnent. ■

accord « préliminaire » entre les deux pays a été élaboré mais finalement pas signé, en raison de l'altercation du bureau Ovale. Il prévoit la création d'un « fonds d'investissement » pour la reconstruction de l'Ukraine, auquel chacun des deux pays abonderait à hauteur de 50 %. Celui-ci fonctionnerait en fait comme une pompe aspirante des recettes des ressources minérales ukrainiennes vers Washington. Si Volodymyr Zelensky déclarait mercredi dernier à la BBC qu'il était « trop tôt pour parler d'argent », Donald Trump, lui, ne fait que cela. Il a placé la barre à 300 milliards de dollars afin que les États-Unis puissent « récupérer » l'argent versé à l'Ukraine depuis l'agression russe, en février 2022.

Comme à son habitude, le président américain ment éhontément pour arriver à ses fins et évoque les 350 milliards de dollars versés par les États-Unis à l'Ukraine en trois ans – un montant fantaisiste que Volodymyr Zelensky a manqué encore une fois de réfuter vendredi. En fait, le Congrès des États-Unis a validé cinq paquets d'aides financières et militaires pour un total de 175 milliards de dollars, dont une partie seulement (106 milliards) a été allouée directement au gouvernement ukrainien, le reste ayant financé des... entreprises d'armement américaines qui fournissent l'Ukraine.

Au-delà de ce racket, quelle est la visée stratégique de Donald Trump ? En s'alignant sur Vladimir Poutine, tente-t-il d'affaiblir le lien entre la Russie et la Chine, ce dernier pays étant considéré comme le principal défi auquel doit faire face la puissance américaine en ce XXI^e siècle ? « Cela reflète une incompréhension flagrante de la relation entre Xi et Poutine et la dépendance actuelle de la Russie

La réaffirmation brutale de l'hégémonie des États-Unis peut conduire à son isolement sur la scène internationale.

L'Union européenne (UE) saura-t-elle combler le vide béant laissé par Donald Trump après l'humiliation en règle qu'il a infligée au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, vendredi à Washington ? En l'état actuel, elle n'en a pas les moyens. Mais, réunis à Londres le 2 mars, les dirigeants européens et de l'Otan entendaient répondre à ce basculement inédit de l'ordre international depuis 1945. Le ton a immédiatement été donné par la responsable de la diplomatie européenne, Kaja Kallas : « *Le monde libre a besoin d'un nouveau leader. C'est à nous, Européens, de relever ce défi.* » En reprenant la rhétorique du « *monde libre* », elle laisse apparaître une conception datée qui dresserait une ligne de fracture mondiale entre démocraties et autorités, qui, faute de prouver son efficacité en termes de résolution des conflits, illustre la vivacité de la compétition entre puissances.

Fait nouveau, la ministre allemande sortante des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, relève la nécessité de modifier les règles d'austérité européennes, exhortant à « *plus de flexibilité dans le pacte de stabilité* ». Aucune surprise en revanche quant à la destination de ces dépenses : parmi les premières à s'exprimer, à Londres, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a estimé qu'il était « *urgent de réarmer l'Europe* » et proposera un plan en ce sens lors du Conseil du 6 mars.

De son côté, le premier ministre britannique, Keir Starmer, a insisté sur le but du sommet : « *Placer l'Ukraine dans la position le plus forte possible afin qu'elle puisse négocier en position de force.* » En plus du prêt à Kiev de 2,6 milliards d'euros annoncé le 1^{er} mars, le dirigeant a ajouté 1,9 milliard d'euros de financement afin que le pays se dote de 5 000 missiles de défense aérienne de fabrication britannique. Il a également annoncé travailler avec la France à « *un plan pour faire cesser les combats* », confirmant un rapprochement inédit depuis le Brexit. Ce document, qui devra selon lui être plus solide que les accords de Minsk, sera présenté à Washington pour sortir Donald Trump de son tête-à-tête avec Vladimir Poutine.

« ARRÊTEZ DE CROIRE AUX ILLUSIONS, TRUMP ABANDONNE L'UKRAINE »

Après une demande en ce sens du futur chancelier allemand Friedrich Merz, le président Macrons'est également dit prêt à « *ouvrir la discussion* » sur l'europeanisation de la dissuasion nucléaire française. Anticipant les inquiétudes qui pourraient émerger quant au risque de partager cet outil stratégique, son ministre de la Défense, Sébastien Lecornu, a précisé que l'arme nucléaire resterait française « *de la conception et la production de nos armes, jusqu'à leur mise en œuvre sur décision du président de la République* ».

Si le soutien des dirigeants libéraux à Zelensky est unanime, Trump aura contre son gré créé une onde de choc parmi les dirigeants national-conservateurs européens qui le soutiennent. L'extrême droite qui partage, certes, un certain nombre d'options



Des dirigeants européens et de l'Otan en compagnie de Volodymyr Zelensky, à l'issue du sommet de Londres, le 2 mars. J. TALLIS/REUTERS

L'Europe se rêve en nouveau leader du « monde libre »

Réunis à Londres, les Vingt-Sept, l'Otan et l'Ukraine ont tenté de construire une réponse coordonnée à Washington. Entre augmentation des dépenses militaires et élaboration d'un plan de paix alternatif, l'UE hésite encore sur la nature de la relation transatlantique.

avec le président états-unien est avant tout européen. Fervent soutien de l'Ukraine, la présidente du Conseil des ministres italien, Giorgia Meloni, a tenté de faire le pont entre deux continents à la dérive : « *Chaque division de l'Occident nous affaiblit et favorise ceux qui voudraient voir le déclin de notre civilisation.* » Elle propose « *un sommet immédiat entre les États-Unis, les États européens et les alliés* ». Cet embarras était également perceptible

a proposé l'aide de son pays afin de surmonter « *le dilemme* » entre les deux rives de l'Atlantique. Il confirme ainsi la centralité grandissante de Varsovie dans le jeu européen. Pour accentuer les divisions, le président états-unien a assuré qu'il maintiendrait ses troupes en Pologne, car elle « *dépense plus que ce qu'on lui demande* », mais demeure nébuleux quant au maintien d'hommes dans les États baltes.

Dans ces conditions, les Vingt-Sept pourraient éprouver des difficultés à formuler une vision commune de la relation transatlantique. Dans le quotidien britannique *The Guardian*, l'ancien premier ministre

Dominique de Villepin considère que Washington a rejoint le camp « *illibéral* ». « *Arrêtez de croire aux illusions. Trump abandonne l'Ukraine et (Elon) Musk soutient les mouvements extrémistes en Europe parce qu'ils veulent une UE plus faible. Ils comprennent que l'Europe est désormais le principal obstacle à leur vision* », assure-t-il. À l'entendre, ce mouvement ouvre une ère d'indépendance en matière de défense, de sécurité nationale et de technologie. En expert du marathon, il ne peut ignorer qu'un tel changement de paradigme requiert préparation et mental d'acier. ■

LINA SANKARI

Vous n'avez pas les cartes en main

Donald Trump

Je ne joue pas aux cartes

Volodymyr Zelensky

Donald Trump Je ne suis pas aligné sur Poutine. Je ne suis aligné sur personne. Je suis aligné sur les États-Unis d'Amérique et sur le bien du monde. Je suis aligné sur le monde. Et je veux en finir avec cette affaire. Ce n'est donc pas une question d'alignement. Je suis aligné avec l'Europe. Vous voulez que je sois dur ? Je pourrais être plus dur que n'importe quel être humain que vous ayez jamais vu. Mais vous n'obtiendrez jamais un deal de cette façon. Voilà comment ça fonctionne.

J. D. Vance Pendant quatre ans, les États-Unis d'Amérique ont eu un président qui faisait le dur envers Vladimir Poutine lors des conférences de presse. Et puis Poutine a envahi l'Ukraine et a détruit une grande partie du pays. La voie vers la paix et la prospérité passe peut-être par la diplomatie. Nous avons essayé la voie de Joe Biden, en nous frappant la poitrine et en prétendant que les paroles du président des États-Unis comptaient plus que ses actes. Ce qui fait de l'Amérique un pays bon, c'est l'engagement de l'Amérique dans la diplomatie. C'est ce que fait le président Trump.

Volodymyr Zelensky (Poutine) a occupé de grandes parties de l'Ukraine, des parties de l'Est et de la Crimée. Il l'a occupée en 2014. Pendant de nombreuses années. Personne ne l'a arrêté. Il a simplement occupé et pris. Et des personnes sont mortes.

Donald Trump 2015

Volodymyr Zelensky 2014

Donald Trump En 2014, je n'étais pas là.

Volodymyr Zelensky De 2014 à 2022, la situation est restée la même. Personne ne l'a arrêté. Vous savez que nous avons eu des conversations avec lui. (...) En tant que nouveau président en 2019, j'ai signé avec lui, (Emmanuel) Macron et (Angela) Merkel, un cessez-le-feu. Mais, après cela, il l'a rompu. Il a tué notre peuple et n'a pas échangé de prisonniers. De quel type de diplomatie parlez-vous ? Que voulez-vous dire ?

J. D. Vance Je parle de la diplomatie qui mettra fin à la destruction de votre pays. Monsieur le président, avec tout le respect que je vous dois, je pense qu'il est irrespectueux de votre part de venir dans le bureau Ovale et d'essayer de débattre de cela devant les médias américains. En ce moment même, vous êtes en train de forcer les conscrits à rejoindre les lignes de front parce que vous avez des problèmes d'effectifs. Vous devriez remercier le président de tenter de mettre fin à ce conflit.

« **Êtes-vous déjà allé en Ukraine ?** »
VOLODYMIR ZELENSKY
« **J'ai regardé des reportages.** »
J. D. VANCE

Afin de mieux saisir la violence des propos, nous retrançrivons le principal passage de la discussion entre Donald Trump, le vice-président, J. D. Vance, et le dirigeant ukrainien, Volodymyr Zelensky, dans le bureau Ovale, le 28 février.

Volodymyr Zelensky Êtes-vous déjà allé en Ukraine pour dire quels sont nos problèmes ?

J. D. Vance J'ai été à...

Volodymyr Zelensky Venez une fois.

J. D. Vance J'ai regardé des reportages et je sais ce qui se passe. Vous amenez des gens en visite de propagande. Contestez-vous que vous avez eu des problèmes pour recruter dans votre armée ?

Volodymyr Zelensky Nous avons des problèmes. Je vais répondre.

J. D. Vance Et pensez-vous qu'il est respectueux de venir dans le bureau Ovale des États-Unis d'Amérique et d'attaquer l'administration qui tente d'empêcher la destruction de votre pays ?

Volodymyr Zelensky Tout le monde a des problèmes, même vous. Vous avez un bel océan et vous ne le ressentez pas pour l'instant, mais vous le ressentirez à l'avenir.

Donald Trump Vous n'en savez rien.

Volodymyr Zelensky Avec la bénédiction de Dieu, vous n'aurez pas la guerre.

Donald Trump Ne nous dites pas ce que nous allons ressentir. Nous essayons de résoudre un problème. Ne nous dites pas ce que nous allons ressentir.

Volodymyr Zelensky Je ne vous le dis pas...

Donald Trump Vous n'êtes pas en position de dicter ce que nous allons ressentir. Vous n'êtes pas en position de dicter ce que nous allons ressentir. Nous allons nous sentir très bien et très forts.

Volodymyr Zelensky Vous en ressentirez l'influence, je vous le dis.

Donald Trump Vous n'êtes pas en ce moment dans une très bonne position. Vous vous êtes permis d'être dans une très mauvaise position, et il se trouve qu'il a raison à ce sujet. (...) Vous n'avez pas les cartes en main.

Volodymyr Zelensky Je ne joue pas aux cartes. Je suis très sérieux, monsieur le président. Je suis un président en temps de guerre.

Donald Trump Vous jouez avec la vie de millions de personnes. Vous jouez avec la troisième guerre mondiale. Ce que vous faites est très irrespectueux pour ce pays, qui vous a soutenu bien plus que ce que beaucoup de gens ont dit qu'ils auraient dû faire.

Volodymyr Zelensky Je suis très respectueux.

J. D. Vance Avez-vous dit merci une seule fois ?

Volodymyr Zelensky Beaucoup de fois.

J. D. Vance Non, dans toute cette réunion, avez-vous dit merci ? (...) Offrez quelques mots de gratitude aux États-Unis d'Amérique et au président qui tente de sauver votre pays.

Volodymyr Zelensky S'il vous plaît. Vous pensez que si vous parlez très fort de la guerre vous...

Donald Trump Il ne parle pas fort. Il ne parle pas fort. Votre pays est en grande difficulté.

Volodymyr Zelensky Puis-je répondre ?

Donald Trump Non, non. Vous avez beaucoup parlé. (...) Vous ne gagnez pas. Vous avez une sacrée chance de vous en sortir grâce à nous.

Volodymyr Zelensky Nous tenons bon, monsieur le président, nous restons dans notre pays, nous restons forts. Depuis le début de la guerre, nous sommes seuls. Et nous sommes reconnaissants. J'ai dit merci ici même.

Donald Trump Vous n'avez pas été seuls. Nous vous avons donné, par l'intermédiaire de ce stupide président (Joe Biden), 350 milliards de dollars. Nous vous avons fourni des équipements militaires. Et vos hommes sont courageux, mais ils ont dû utiliser notre équipement militaire. Sans notre équipement militaire, cette guerre aurait été terminée en deux semaines.

Volodymyr Zelensky En trois jours. Je l'ai entendu de la bouche de Poutine. En trois jours.

Donald Trump Peut-être moins. Il va être très difficile de faire des affaires comme ça.

J. D. Vance Dites juste merci.

Volodymyr Zelensky Je l'ai souvent dit au peuple américain.

J. D. Vance Acceptez qu'il y ait des désaccords, et allons débattre de ces désaccords plutôt que d'essayer de nous battre devant les médias américains alors que vous avez tort. Nous savons que vous avez tort.

Donald Trump Mais vous voyez, je pense qu'il est bon pour le peuple américain de voir ce qui se passe. Je pense que c'est très important. C'est pour cela que j'ai laissé cette discussion se poursuivre si longtemps. Il faut être reconnaissant. Vous n'avez pas les cartes en main.

Volodymyr Zelensky Je suis reconnaissant.

Donald Trump : Vous êtes acculé là-bas. Vous avez des gens qui sont morts. Vous manquez de soldats. (...) Et puis vous nous dites : « *Je ne veux pas cesser le feu. Je ne veux pas cesser le feu. Je veux ci et je veux ça.* » Si vous pouviez obtenir un cessez-le-feu maintenant, je vous

le dis, vous l'accepteriez pour que les balles cessent de voler et que vos hommes cessent d'être tués.

Volodymyr Zelensky Bien sûr que nous voulons arrêter la guerre.

Donald Trump Mais vous dites que vous ne voulez pas de cessez-le-feu !

Volodymyr Zelensky Je vous l'ai dit. Avec des garanties.

Donald Trump Je veux un cessez-le-feu. Parce que vous obtiendrez un cessez-le-feu plus rapidement qu'un accord de paix.

Volodymyr Zelensky Demandez à notre peuple ce qu'il pense du cessez-le-feu. (...)

Une journaliste Et si la Russie rompt un cessez-le-feu ?

Donald Trump Et si, et si. Et si une bombe vous tombait sur la tête en ce moment même ? Et s'ils le rompent ? Je ne sais pas. Ils l'ont rompu avec Biden parce que, Biden, ils ne le respectaient pas. Ils ne respectaient pas Obama. Ils me respectent. (...) (Poutine) a peut-être rompu des accords avec Obama et Bush, et il les a peut-être rompus avec Biden. Peut-être. Je ne sais pas ce qui s'est passé. Mais il ne les a pas rompus avec moi. Il veut conclure un deal. Soit vous concluez un accord, soit nous nous retirons. Une fois que nous aurons signé cet accord, vous serez dans une bien meilleure position. Mais vous n'agissez pas du tout avec reconnaissance. Je vais être honnête. Ce n'est pas une bonne chose. Je pense que nous en avons vu assez. Ça va être de la grande télévision. ■



«Si l'opresseur utilise la violence, l'opprimé n'aura pas d'autre choix que de répondre par la violence.» Nelson Mandela

L'HOMME DU JOUR



Alexis Lévrier

Mais qu'a-t-il osé dire ? ! « Le régime de sanction appliquée à C8 aurait dû s'appliquer également à CNews. » Alexis Lévrier, essayiste, chroniqueur et historien français, spécialiste de l'histoire du journalisme, annonce qu'il supprime son compte Facebook et renonce à toute activité médiatique à la suite des violentes attaques qu'il subit de la part de soutiens du groupe Bolloré, après qu'il a émis un avis sur un média qui, de fait, ne garantit pas le régime de pluralité sur la TNT. Ses détracteurs, sans doute grisés par la victoire, outre-Atlantique, de Donald Trump, tentent de diffuser une rhétorique selon laquelle le respect des règles de droit équivaudrait à de la « censure ». En fait, Alexis Lévrier ne fait que pointer la manipulation à grande échelle de l'opinion. Ce qui énerve les nazillons. ■

ÉMILIE URBACH

COUP DE PROJECTEUR

Gilles Perret, le son et l'image

Gilles Perret a beau être discret, il n'a pas sa langue dans sa poche. Et quand le cinéaste, plusieurs fois coréalisateur avec François Ruffin (*Au boulot, Debout les femmes...*), décroche le César du meilleur documentaire pour *la Ferme des Bertrand*, il détonne en remettant la question politique au centre. « Le déterminisme social aurait dû m'empêcher d'être avec vous ce soir. Je voudrais remercier toutes les structures, tous les gens qui ont conjuré le sort. Ce César m'invite à continuer (...) de rendre visibles les invisibles dans un pays où on tend plus facilement le micro aux milliardaires (...) qu'aux 10 millions de pauvres, (...) dans un pays où les dirigeants (...) préfèrent s'allier à l'extrême droite fasciste plutôt que de poser la question du partage des richesses et de la protection de la planète. » Un discours offensif dans une soirée très convenue.

L'œil de Bobika

BÉTHARRAM,
NOTRE-DAME
DE GARAISSON...



Y EN AURA-T-IL
D'AUTRES ?

LA BONNE NOUVELLE Pompéi, Bacchus, et la place des femmes à Rome

C'est une découverte exceptionnelle que viennent de faire des archéologues à Pompéi. Dans une riche domus de la cité, engloutie par l'éruption du Vésuve en l'an 79, ils ont mis au jour une mégalographie, autrement dit une représentation grandeur nature. Occupant trois murs d'une salle de banquet, la fresque serait datée de -40 à -30 avant Jésus-Christ, juste après la mort de Jules César. Elle représente une bacchanale : le cortège du dieu Bacchus (Dionysos chez les Grecs), avec chasseurs, satyres jouant

de la flûte ou versant le vin, bacchantes que l'ivresse porte à l'extase ou à la fureur... Et, au centre, c'est une femme qui trône. Une mortelle, qui plus est, ce qui porte à croire qu'on a là une figuration du culte rendu à Bacchus - très mal connu, puisque pratiqué par des initiés et sans traces écrites. La présence de cette initiée en majesté laisse donc penser que les femmes y jouaient un rôle majeur, à rebours de la place qu'on leur accorde habituellement dans la société romaine. ■

OLIVIER CHARTRAIN

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Kurdistan Retrouvez un entretien exclusif avec Nusrin Abdullah, commandante et porte-parole des YPG, les unités de protection des femmes au Kurdistan syrien. Interrogée par notre envoyée spéciale Rosa Moussaoui, elle réagit à l'appel d'Abdullah Öcalan à cesser les hostilités avec la Turquie. Appel qui ne concerne pas les Kurdes de Syrie, explique cette cheffe militaire.

Agression Faouzy Guellil, conseiller municipal (PS) de Dugny en Seine-Saint-Denis et directeur général des services de la ville voisine de Stains, a été attaqué vendredi soir à mains nues par au moins deux personnes devant chez lui. Retrouvez sur notre site notre article sur cette nouvelle violence à l'égard d'un élu de la République.

LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Par Vladimir

Vladimir Poutine a chez nous un ami qui l'aime et le comprend. Philippe de Villiers, dans une tribune en ouverture du *JDD*, dont il est un des chroniqueurs vedettes, évoque, non sans émotion, une rencontre en 2014 avec lui, après l'annexion de la Crimée, citant ce qu'il lui avait confié alors : « La Crimée, revenue à « la mère patrie », revêt une importance civilisationnelle considérable. C'est là que s'est déroulé en 988 le baptême de Vladimir I^{er}, cet acte fondateur de la Russie chrétienne. » Mais le vicomte voit plus loin encore, toujours dans une optique civilisationnelle, « pour l'Amérique conservatrice, la Russie incarne désormais une citadelle des valeurs traditionnelles, face à une Europe décomposée, soumise à l'idéologie woke ». Le vice-président américain, J. D. Vance, à Munich, n'avait pas dit mieux. Philippe de Villiers lui fait fidèlement écho dans la presse d'extrême droite de Vincent Bolloré. Si Vladimir I^{er} et la chrétienté s'y retrouvent, avec Trump et Poutine... Quand elles sortent du Puy du Fou, les vérités et les histoires sont, comment dire, « alternatives ». ■

! C'EST UN SCANDALE

Tags antisémites à Rochefort

Les murs du lycée Merleau-Ponty, à Rochefort, en Charente-Maritime, ont été souillés de graffitis antisémites, anti-LGBT et anticomunistes, dans la nuit du 27 au 28 février. Ces messages de haine, appelant au meurtre, s'accompagnaient de croix gammées, d'étoiles de David et de fauilles et martreux barrés.



CACTUS 40

Facebook, la prime à l'infox

Facebook avait déjà fermé ses programmes de vérification de l'information, laissant libre cours aux publications ciblant des personnes sur leur appartenance ethnique ou leur identité sexuelle. Il réactive en outre son programme de monétisation des contenus les plus partagés. Une véritable prime à l'infox.



Mais qui veut la peau de Wikipédia ?

BATAILLE IDÉOLOGIQUE Dans la même veine qu'Elon Musk aux États-Unis, l'hebdomadaire *le Point* et diverses personnalités françaises qui disposent d'un relais médiatique important s'attaquent à l'encyclopédie en ligne, accusée à tort d'être biaisée par un point de vue de gauche ou « wokiste ». Une offensive d'autant plus inquiétante avec l'éventualité d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

Le *Point* n'est pas content. Mi-février, l'hebdomadaire découvre que la page Wikipédia qui lui est consacrée a été modifiée. En cause, un chapitre sur le « tournant populiste » du magazine après 2015, accusé d'ouvrir ses colonnes à « une forte composante islamophobe et antiécologiste ». Trois jours plus tard, *le Point* réplique par un papier au vitriol contre Wikipédia en général. L'encyclopédie y est accusée des pires maux : « Entre-soi, absence totale de contradictoire, sélection partielle des données, inversion accusatoire, effet de meute, élimination arbitraire des informations discordantes. » Une charge que l'hebdomadaire *le Point* avait déjà développée dans un article du vendredi 13 décembre 2024. ■■■

■■■ Cette critique infondée, se basant sur une poignée d'exemples isolés, s'inscrit dans un contexte international de dénigrement de la plateforme, jugée trop à gauche, trop « wokiste ». Le milliardaire américain Elon Musk est en guerre contre cette dernière, qu'il accuse d'être « *un prolongement de la propagande des "legacy media"* ». Des médias traditionnels qui servent de sources principales à l'encyclopédie et que Musk accuse de désinformation, leur préférant la « liberté d'expression » des utilisateurs de X.

« Les attaques contre Wikipédia sont récurrentes concernant des personnes vivantes ou des entreprises mécontentes des contenus qui les concernent, relate Jeanne Vermeirsche, doctorante en sciences politiques et autrice d'une thèse sur les liens entre la plateforme et les militants politiques. Ce qui change c'est l'ampleur des attaques : un milliardaire, un hebdomadaire national et des personnalités qui disposent d'un relais médiatique important... »

La chercheuse y voit le stigmate d'un débat public qui, de manière générale, se déporte vers l'extrême droite. Des contenus vus comme neutres sont désormais jugés trop à gauche, tandis que des pages qui peuvent effectivement souffrir d'un biais idéologique – car cela peut exister, du moins temporairement avant modération – sont montées en épingle dans un contexte de diabolisation de la gauche.

C'est le cas pour la page consacrée au Point. « La communauté a réagi de manière assez mature en améliorant l'article, considérant comme légitimes certaines critiques », raconte Capucine-Marin Dubroca-Voisin, présidente jusqu'en 2024 de Wikimédia France. Mais certaines méthodes ne passent pas. D'une part, le Point – comme le Figaro ou CNews – s'est lancé dans une croisade contre ce bien commun menacé. Depuis l'article du 18 février, le site de l'hebdomadaire a publié trois entretiens pour fustiger un « militantisme exacerbé » de Wikipédia, un décryptage de son financement et une tribune. Intitulée « halte aux campagnes de désinformation et de dénigrement menées sur Wikipédia », celle-ci réunit une centaine de signataires, dont Caroline Fourest, Elisabeth Badinter, Raphaël Enthoven, Nathalie Loiseau...

LA MODÉRATION RESTE UN PUISSANT REMPART À LA DÉSINFORMATION

Par ailleurs, pour son article, le journaliste du Point Erwan Seznec a menacé le contributeur responsable des modifications dénoncées, « FredD », de révéler son vrai nom et d'intervenir auprès de son employeur. Une étape inquiétante pour les wikipédiens : « Maintenant, on intimide les contributeurs, des digues sont en train de sauter », s'inquiète Amélie Tsaag Valren, contributrice depuis 2007. Une lettre ouverte, signée par plus d'un millier d'utilisateurs, a dénoncé cette « intimidation ». « Pour le coup, il y a eu une communion rare des contributeurs qui ont fait front, quelles que soient leurs opinions politiques », souligne Capucine-Marin Dubroca-Voisin.

Car, non, Wikipédia, avec ses 17 000 contributeurs actifs en France, n'est pas un repaire de gauchistes guidés par la vocation de « wokiser » la société. « Un espace pareil fait forcément l'objet de militantisme, mais il n'y a pas de prédominance des idées de gauche et le mode de fonctionnement permet de tendre vers l'équilibre », explique Jeanne Vermeirsche. Car si la plateforme est bien un terrain de jeu de la bataille culturelle, la modération, fruit de modifications et de discussions parfois intenses entre contributeurs, permet de limiter les biais idéologiques, en plus d'être un puissant rempart à la désinformation.

« Les biais peuvent toujours exister, ce ne sera jamais parfait, mais une grande partie est absorbée par ce mode de fonctionnement... En tout cas, consubstantiellement, Wikipédia n'est ni de droite ni de gauche », assure Capucine-Marin Dubroca-Voisin. « Les échanges entre contributeurs montrent bien que toutes les idéologies sont représentées, abonde Jeanne Vermeirsche. Il y a par exemple des débats importants sur l'utilisation ou non de l'écriture inclusive. Pour le moment, ses partisans perdent la bataille, on est loin du "wokisme" dénoncé par Elon Musk. Les biais liés au genre sont beaucoup plus importants que les biais politiques. » Y compris dans

les contenus : la part des femmes dans les notices biographiques a dépassé les 20 % il y a seulement quelques mois, sous l'impulsion d'une association (soutenue financièrement par Wikimédia France), Les sans PagEs, créée pour lutter contre ce déséquilibre. Une initiative immanquablement taxée de « wokisme », le Figaro y voyant par exemple un renoncement « *au principe de neutralité* ».

L'autre charge principale concerne l'épineuse question des sources. Quand Elon Musk reproche qu'elles proviennent principalement de médias traditionnels, Le Point ou des titres français d'extrême droite s'estiment trop peu cités et pensent que la presse dite de gauche serait privilégiée.

ELON MUSK ET LES AUTRES POURRAIENT-ILS AVOIR L'ENCYCLOPÉDIE À L'USURE ?

La fiabilité de tel ou tel média est pourtant discutée en permanence par les contributeurs. En particulier au sein de l'Observatoire des sources, qui émet des avis sur différents médias, pour guider les contributeurs. « *Seules quelques sources sont bannies, comme celles entièrement rédigées par de l'intelligence artificielle ou trop complotistes comme France-Soir* », explique l'ancienne présidente de Wikimédia France. Ensuite, nous savons que le Figaro va être biaisé à droite mais fiable, l'Humanité biaisé à gauche mais fiable. Les contributeurs doivent avoir en tête la ligne éditoriale du titre, mais prendre en compte les informations diffusées. »

Quid des médias d'extrême droite, rarement sérieux dans leur déontologie journalistique mais susceptibles, toutefois, de relayer de vraies informations ? « Sur ces sites, tout dépend de la pertinence de l'article, il est possible de reprendre uniquement les informations factuelles. Mais, de plus en plus, il n'y en a pas », ajoute Capucine-Marin Dubroca-Voisin. C'est selon ce principe que Valeurs actuelles, par exemple, est utilisé au minimum, et le Journal du dimanche de moins en moins. »

Ces attaques répétées vont-elles avoir raison, à terme, de la plateforme et de son fonctionnement collaboratif ? Le risque est réel, notamment du fait de l'influence d'Elon Musk, qui a appelé les géants de la tech à ne plus financer la fondation qui gère la plateforme. « *La façon dont fonctionne Wikipédia perturbe énormément ceux qui détiennent des plateformes privées ou des médias, ils n'admettent pas que ça leur échappe* », commente la chercheuse Jeanne Vermeirsche.

Mais Musk et les autres pourraient-ils avoir l'encyclopédie à l'usure ? « Si cette offensive se poursuit, les rédacteurs, bénévoles, vont-ils continuer en sachant qu'ils peuvent avoir des ennuis, y compris judiciaires, du fait de ce qu'ils écrivent ? À terme, cela affaiblit la gouvernance, la modération et donc la plateforme », s'inquiète la contributrice Amélie Tsaag Valren. Le couperet pourrait aussi venir des pouvoirs publics. Si les procès en illégitimité et en manipulation contre la plateforme

se poursuivent, ceux-là seraient-ils tentés de limiter son accès ? « *Wikipédia n'a jamais été autant en danger*, alerte Capucine-Marin Dubroca-Voisin. On connaît bien le processus : la Russie s'y attaque, censure des pages, le site est bloqué en Chine, l'a été en Turquie pendant plusieurs mois... Il ne faut pas penser que c'est impossible chez nous. »

Une arrivée au pouvoir de l'extrême droite inquiète particulièrement : elle s'en prend fréquemment aux contenus de Wikipédia. Elle s'en sert pourtant dans sa bataille culturelle. En 2022, une dizaine de militants de Reconquête ont constitué une cellule ayant pour objectif de modifier des pages de manière à favoriser le candidat à la présidentielle Éric Zemmour. Une action militante coordonnée, dans un unique but politique. Une méthode qui n'a jamais été démontrée concernant des contributeurs de gauche. ■

FLORENT LE DU

La « taxe lapin » et 13 autres articles censurés

BUDGET Saisi par les députés FI, le Conseil constitutionnel a retoqué 14 articles du projet de loi de finances de la Sécurité sociale, dont celui instaurant une pénalité aux patients n'honorant pas leurs rendez-vous.

Le verdict est tombé : le Conseil constitutionnel censure des articles du budget 2025 de la Sécurité sociale, adopté le 17 février. Un des articles du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui a courroucé l'ensemble de la gauche, est censuré. Il s'agit de l'article 52 introduit par le Sénat, la « taxe lapin », qui visait à pénaliser les patients qui n'honorent pas leurs rendez-vous médicaux. Les sages ont estimé qu'une telle mesure conduirait à restreindre l'accès aux soins « pour les personnes ne disposant pas de système de paiement dématérialisé ». « En s'abstenant de définir lui-même la nature de la pénalité (...) et d'encadrer son montant ainsi que les conditions de sa mise en œuvre », l'article n'a pas permis de répondre aux exigences de précision de la Constitution, ont estimé les sages. La taxe lapin est donc retoquée car mal conçue, pas assez préparée. Cela fait écho aux critiques de la sénatrice Céline Brulin, qui a reproché à Catherine Vautrin de « s'accrocher à un dispositif qui n'est pas encore abouti ».

« L'ACCÈS AUX SOINS DES PLUS FRAGILES »

En revanche, le Conseil constitutionnel salue le fait que le législateur ait cherché à « dissuader les comportements de patient qui n'honorent pas leurs rendez-vous médicaux » et à « améliorer ainsi la possibilité pour les professionnels de santé de prendre en charge l'ensemble des patients en temps utile ». Le principe même de la « taxe lapin » n'est donc pas remis en question. Ce que pourraient regretter les députés insoumis, à l'origine de la saisine du Conseil constitutionnel, qui ont dénoncé par communiqué une taxe « qui subordonne la prise d'un rendez-vous médical à une préautorisation bancaire et restreint l'accès aux soins des plus fragiles ».

En outre, 13 autres articles ont été recalés. Comme celui prévoyant la suppression du service du contrôle médical de l'assurance-maladie. Une mesure qu'avait dénoncée Christophe Prudhomme dans sa chronique pour l'Humanité : « *Ce que redoutent les médecins-conseils de la Sécu est une atteinte aux règles déontologiques et au secret médical avec une gestion comptable et par des algorithmes*. » Les députés insoumis ont estimé dans leur recours que cette mesure aurait mis fin « à un contrôle indépendant et impartial des assurés, et constitue un cavalier social (ou législatif) ». Comme pour la « taxe lapin », les sages leur ont à nouveau donné raison en la censurant. ■

LÉA PETIT SCALOGNA

Procès Le Scouarnec : toujours plus loin dans l'ignoble

JUSTICE Au 5^e jour d'audience, l'accusé a reconnu pour la première fois avoir commis des « abus sexuels » sur la fille de son fils aîné. Cette semaine doivent commencer les auditions des parties civiles, du moins celles qui se sentent capables de témoigner.

Vendredi 28 février, cinquième jour d'audience, l'aîné des fils de Joël Le Scouarnec, qui n'avait pas pu témoigner avec ses frères quelques jours plus tôt, faute de temps, s'est avancé doucement seul face à son père, accusé de 300 actes en majorité pédocriminels devant la cour criminelle départementale du Morbihan, à Vannes. Aujourd'hui âgé de 44 ans, il est aussi le père de deux petites filles de 8 et 12 ans. Dès son entrée dans la salle d'audience, il a tenu à exprimer « une pensée pour toutes les victimes, pour les personnes de ma famille que je connais, et celles que je ne connais pas ». Il a interrompu il y a bien longtemps ses études de médecine et n'a jamais voulu retourner dans ce milieu, « de peur d'être jugé ».

La condamnation de son père en 2020 et la révélation des viols pédocriminels que celui-ci a commis ont plongé cet homme dans la dépression et l'alcool. Il dit en être sorti. Pendant l'enquête qui a mené au procès actuel, le procureur général lui avait fait lire le passage du journal de son père où ce dernier relatait ses exhibitions, nu, devant sa petite-fille, âgée de deux ans au moment des faits. Il dit ne pas avoir porté plainte à l'époque pour la protéger, ne pas l'exposer. Comme ses frères avant lui, il a appris à taire ces actes. Aujourd'hui, il le regrette : « Quand on ne dénonce personne, ça continue. »

Mais quand son père prend la parole, la salle se fige : « Oui, je reconnaissais avoir commis des actes d'abus sexuels sur ma petite-fille », avoue Joël Le Scouarnec. Son journal



Vannes,
le 25 février.
Audience
de l'un
des trois fils
de Joël
Le Scouarnec
devant la cour
criminelle
du Morbihan.
BENOIT PEYRUCQ/AFP

évoquait déjà à de multiples reprises des « fantasmes » et des « exhibitions sexuelles » sur l'enfant. La première fois, l'enfant était âgée d'un mois et demi. La présidente de la cour, Aude Buresi, a pris acte de ces déclarations, demandant à inscrire les faits dans le procès-verbal de l'audience. Ceux-ci sont « non prescrits », a précisé le ministère pu-

blic. « Des suites judiciaires seront données aux déclarations de Joël Le Scouarnec durant l'audience, concernant les faits d'agressions sexuelles sur sa petite-fille », a fait savoir le parquet de Lorient. L'audience a été précipitamment suspendue, le fils aîné de Le Scouarnec et sa compagne ont été pris en charge par des psychologues.

Le même jour, la cour a tenté d'entendre le témoignage de Nadia M., la gendarme qui avait réalisées les premières perquisitions

au domicile de Joël Le Souarnec, découvert et analysé les journaux intimes où il consignait le récit détaillé des actes commis sur ses patients – des enfants pour la plupart. « Tenté », parce que l'audition de l'enquêtrice de la gendarmerie, en burn-out et en arrêt de travail depuis trois ans à cause de l'affaire, a tourné court. Entendue en visioconférence sur l'insistance des avocats de la défense comme des parties civiles, malgré un certificat médical attestant d'un « risque de rechute en cas de réexposition » aux faits, la gendarme a très vite craqué et fondu en larmes, conduisant la présidente à interrompre son audition. Les auditions des 299 parties civiles – du moins celles qui se sentent capables d'affronter l'épreuve du procès – doivent commencer cette semaine, à partir de jeudi 6 mars. ■

KAREN JANSELME ET OLIVIER CHARTRAIN

RÉCIT

**L'audition
de l'enquêtrice
Nadia M.,
en burn-out et
en arrêt de travail
depuis trois ans
à cause de l'affaire,
a tourné court.**

Des désastres climatiques s'enchaînent dans les départements d'outre-mer. Après Chido à Mayotte en décembre, la tempête Garance s'est déchaînée sur La Réunion vendredi 28 février. Un cyclone qualifié de « brutal et violent » par le préfet de l'île, Patrice Latron, qui a entraîné la mort de quatre personnes et de nombreuses destructions. En début de soirée samedi, environ 970 personnes étaient installées dans des centres d'hébergement, 120 000 personnes étaient privées d'électricité – soit 37 % des foyers – et 310 000 personnes étaient privées d'eau potable, selon le bilan de la préfecture. Plusieurs communes ont mis en place dimanche des citerne d'eau pour répondre à l'urgence. Le préfet a prévenu : l'île est « défigurée », et si l'alerte rouge a été levée samedi à 10 heures locales (7 heures

Garance laisse La Réunion dévastée et la population sous le choc

CYCLONE La violente tempête qui a frappé l'île le vendredi 28 février a causé d'importantes destructions et la mort de quatre personnes.

à Paris), les Réunionnais ne sont pas tirés d'affaire. Il a également mis en garde la population au sujet du bilan de Garance, qui « montre combien il faut être prudent alors que le danger n'est pas terminé ».

« IL VA Y AVOIR BEAUCOUP DE TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT »

C'est au nord, avec des rafales de vent jusqu'à 214 km/h à l'aéroport, et à l'est, avec des pointes à 230 km/h enregistrées sur le piton Sainte-Rose, que les dégâts

ont été les plus importants. Des pluies orageuses se sont déversées sur l'île, entraînant des inondations et des coulées de boue. Dimanche, de nombreuses routes demeuraient fermées. Dans la ville balnéaire de Saint-Gilles-les-Bains, à l'ouest de l'île, le torrent est sorti de son lit, causant l'effondrement de la route sur plusieurs mètres. « Il va y avoir beaucoup de travaux de remise en état : beaucoup de routes sont encombrées par des branchages, voire par des arbres en travers de la route, des routes sont inondées,

des routes sont coupées, emportées, des ponts sont coupés », a détaillé le préfet.

La Réunion avait déjà essuyé en janvier 2024 le passage du cyclone Belal, qui avait lui aussi causé quatre morts et 100 millions d'euros de dégâts, selon les estimations des assureurs. Mais Garance « a été plus violent que Belal », a indiqué le préfet de l'île. Des renforts de pompiers et de sécurité civile devaient être envoyés de Mayotte et de la métropole, a indiqué Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur. Le ministre des Outre-mer, Manuel Valls, est attendu sur place cette semaine. Les Réunionnais, eux, sont sous le choc. « Cinquante-cinq ans que j'habite là, j'ai vécu plusieurs cyclones, j'en ai jamais vu ça », a réagi Krishna Cadivel, un habitant de Bras-Panon, dans l'est de l'île. Cette nouvelle reconstruction s'annonce ardue. ■

JESSICA STEPHAN



PRIX EN BAISSE EN MARTINIQUE

Après la forte mobilisation des derniers mois contre la vie chère, 6 000 produits de grande consommation (nourriture, hygiène...) sont exemptés de TVA en Martinique depuis ce samedi 1^{er} mars, avec pour objectif une baisse moyenne des prix de 20 %.

EN EUROPE, TESLA EN RADE

Les ventes de Tesla ont poursuivi leur baisse en France (- 26 %) et en Europe en février, après avoir été presque divisées par deux en janvier. Depuis le début de l'année, l'action du constructeur a fondu de 25 % et la fortune d'Elon Musk de plus de 40 milliards de dollars.

LA SUISSE DIT NON AU BITCOIN

Un référendum d'initiative populaire proposait de faire du bitcoin une monnaie de réserve en Suisse. Samedi, le président de la Banque centrale s'y est opposé. Trop volatil, pas assez liquide et pas assez sûr, a-t-il tranché. Pour lui donner raison, le bitcoin a chuté de 28 %.

Le revenu des paysans, grand oublié du Salon

AGRICULTURE Promesse faite par Emmanuel Macron il y a un an, l'étude par le gouvernement de l'instauration de prix plafonds est restée lettre morte. Cette mesure revendiquée par certains syndicats permettrait pourtant à nombre de fermes d'arrêter de produire à perte.

de productions nationales sont concurrencées par des denrées étrangères moins chères, importées notamment grâce à des accords de libre-échange signés entre l'Union européenne et des pays tiers. C'est notamment pour cette raison que la signature de l'accord commercial entre les Vingt-Sept et les pays du Mercosur avait déclenché de vives colères parmi les paysans.

« Ce matin, les tomates espagnoles étaient vendues 1,50 euro le kilo alors que les tomates françaises étaient vendues 2,60 euros. La moitié de nos fruits et légumes sont importés, instaurer des prix plafonds serait aussi une mesure protectionniste qui nous permettrait de garantir notre souveraineté alimentaire », fait valoir Jonathan Chabert, maraîcher en agriculture biologique dans les Côtes-d'Armor.

... VERSUS NÉGOCIATIONS COMMERCIALES EGALIM

Si les syndicats majoritaires ne sont pas tout à fait silencieux sur la question des revenus agricoles, ils privilient une tout autre méthode : les lois Egalim. La quatrième mouture du dispositif est dans les tuyaux et se donne pour objectif, comme les trois premières, d'encadrer les négociations commerciales entre les producteurs agricoles, l'agro-industrie et les distributeurs en protégeant les revenus des agriculteurs. « Les lois Egalim ne sont pas parfaites, mais elles ont du positif, notamment parce qu'elles prennent en compte les coûts de production des agriculteurs et qu'elles leur donnent de la visibilité par la contractualisation », estime ainsi Pol Devillers, vice-président des Jeunes Agriculteurs.

Pour la Confédération paysanne, toutefois, l'efficacité de tels dispositifs pour garantir aux paysans un revenu digne est un leurre. « Les lois Egalim reposent sur le volontariat des filières, et ne concernent donc aujourd'hui que le lait et une petite partie de la viande. Les lois ne peuvent fonctionner que si elles sont contraignantes et qu'elles sanctuarisent la matière première agricole », préconise Laurence Marandola. Exclue de ces cadres de contractualisation, les maraîchers en payent le prix fort, assure Jonathan Chabert. « Les pommes de terre sont achetées à 15 centimes le kilo aux producteurs, et on les retrouve à 1,15 euro sur les étals de la grande distribution », détaille le paysan.

Interrogé au sujet des prix plafonds lors de l'inauguration du Salon après douze mois de silence, Emmanuel Macron a assuré, le 22 février, que la question serait étudiée prochainement par le gouvernement. Si les organisations syndicales n'osent trop y croire, la mesure permettrait à tous les agriculteurs de pouvoir financer leur Sécurité sociale, leurs coûts de production et un Smic, dans la pire des situations, rappelle la Confédération paysanne. ■

MARIE TOULGOAT

N'était-ce que pour éteindre le feu de paille allumé par des milliers d'agriculteurs en colère qu'Emmanuel Macron avait fait de telles promesses ? Il y a un an, au Salon de l'agriculture 2024, le président de la République, secoué par des paysans en mal de réponses face à leurs souffrances, avait assuré vouloir « déboucher » sur des « prix plafonds qui permettront de protéger le revenu agricole ». Alors que s'est clôturée, ce dimanche, l'édition 2025 de la grande foire du monde rural, ces déclarations passées laissent un goût amer aux paysans. Les gouvernements successifs ont bel et bien légiférés sur le monde agricole, mais ont préféré saper les normes environnementales. La revalorisation de leurs revenus, elle, n'est restée qu'un voeu pieux.

Pourtant, si la colère est redescendue, plus d'un an après que les premiers panneaux ont été retournés à l'entrée des villages, les paysans peinent toujours à vivre dignement de leur métier. Selon l'Insee, les agriculteurs sont en moyenne plus pauvres que le reste de la population. Dans une note publiée en décembre 2024, l'Insee observait que « le taux de pauvreté des personnes vivant dans un ménage agricole atteint 16,2 %, contre 14,4 % pour l'ensemble de la population ». Dans un article de février 2024, l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) pointait en outre que les 20 % des exploitations aux résultats économiques les plus faibles dégageaient un revenu net annuel inférieur à 6 100 euros par équivalent temps plein, entre 2010 et 2022.

Une situation dramatique qu'Anthony Le Bouteiller connaît bien. « Avant que je ne passe à un système non conventionnel, je ne gagnais que 500 euros par mois pour 70 heures de travail hebdomadaire », avoue l'éleveur de vaches laitières dans la Manche. Trop de travail pour

16,2 %

C'est le taux de pauvreté des personnes vivant dans un ménage agricole, contre 14,4 % pour l'ensemble de la population (Insee 2024).

profiter de la vie en dehors de la ferme, mais pas assez de revenus pour employer un salarié sur son exploitation. Depuis, le producteur laitier a remis à plat l'organisation de son travail. Loin d'être une panacée pour son compte en banque, cela lui a au moins permis d'abaisser son temps de travail à environ 55 heures par semaine.

PRIX DE RÉFÉRENCE ET COEFFICIENT MULTIPLICATEUR...

Si, lors des élections aux chambres d'agriculture de janvier dernier, les revendications des syndicats majoritaires, FNSEA et Jeunes Agriculteurs, ainsi que celles de la Coordination rurale ont mis l'accent sur la simplification des normes et l'élagage des contrôles, toutes les organi-

sations n'ont pas abandonné la question du revenu. Le Modef et Confédération paysanne, en porte à faux avec le modèle productiviste et intensif défendu par le gouvernement, revendentiquent l'application de mesures pour sauver les producteurs de la pauvreté généralisée. Parmi celles-ci, l'instauration de prix plafonds, ou prix minimaux garantis. « Aujourd'hui, une grande partie des agriculteurs travaillent à perte. Certains touchent certes les aides de la politique agricole commune, mais aucune subvention publique ne peut compenser des prix défaillants », scande Laurence Marandola, porte-parole de la Confédération paysanne. Le Modef, de son côté, attend de l'État qu'il mette en place un prix de référence pour chaque produit, qui engloberait les coûts de production, ainsi qu'un coefficient multiplicateur qui fixe un certain taux à ne pas dépasser entre le prix d'achat aux producteurs et le prix de vente aux consommateurs.

L'instauration de prix minimaux, c'est-à-dire des prix fixés par produits, sous lesquels il serait interdit d'importer depuis l'étranger ou d'acheter pour les transformateurs, est d'autant plus indispensable que nombre

L'AGENDA



6 mars Le tribunal de commerce de Lyon statuera sur l'avenir de Vencorex, usine de chimie iséroise placée en redressement judiciaire, et de ses 350 salariés.

7 mars La CGT des cheminots de Périgueux (Dordogne) appelle les salariés à la grève pour obtenir de meilleures conditions de travail et s'opposer à la balkanisation du chemin de fer public.

8 mars Journée internationale des droits des femmes avec des mobilisations syndicales prévues dans toute la France. La CGT déploie une campagne « Travail, salaire, retraite : l'égalité n'attend plus ! ».

20 mars Les organisations de retraités et la CGT lancent une mobilisation sur tout le territoire pour exiger le développement de notre protection sociale et l'augmentation du pouvoir d'achat des retraités.



Le PDG de l'Inrae, Philippe Mauguin (au centre), et l'ex-ministre de l'Agriculture Marc Fesneau (2^e à gauche), assistent à la présentation d'un robot capable de cartographier les surfaces agricoles.

DANIEL PERRON / HANS LUCAS

Robots et IA : la technologie à l'assaut des champs

Dans les allées du Salon, des solutions censées faciliter la vie des producteurs étaient présentes. Entre quelques innovations high-tech bienvenues, sociétés et start-up ont surtout rivalisé pour survendre les bienfaits de leurs gadgets aux visiteurs.

A lors que ruminent les dizaines de vaches et que bêlent les pa-lanquées de moutons qui ont fait le déplacement jusqu'au Salon de l'agriculture, qui fermait ses portes ce dimanche 2 mars, c'est un animal d'un tout autre genre que les visiteurs de la grande messe agricole ont pu observer. Une sorte de grand chien de plastique et de métal déambule avec sa dé-marche saccadée dans les allées du parc des expositions de Versailles. Doté d'une petite caméra sur son ventre, le robot quadrupède peut capter des images des sols sans abîmer les cultures. Aux curieux

qui interpellent les scientifiques de l'Inrae sur cette drôle de machine, l'un d'eux explique. « En naviguant de manière autonome, le robot nous permet de faire des cartographies précises. Il pourrait bientôt être utilisé pour faire des prélèvements », précise l'ingénieur. Si le Salon de l'agriculture foisonne d'animaux d'élevage de toutes races, il regorge aussi de nom-breuses technologies qu'institutions de recherche et start-up s'ingénient à présenter au public. Parfois pour le meilleur, quelquefois pour le pire.

ENTRE AIDE À LA PRODUCTIVITÉ ET LIEN DE SUBORDINATION

Ainsi, à deux pas du robot canidé, un fabricant de drones tente de refourguer ses plaquettes aux passants, assurant que ses produits représentent un gain de temps et de main-d'œuvre pour les culti-vateurs. « Quand les exploitations sont grandes, il est difficile pour un viticulteur de savoir précisément combien de pieds de vigne manquent. Grâce à l'intelligence

artificielle, nos drones peuvent faire ces analyses », assure la salariée de la start-up Agreego. En plus des diagnostics, le robot volant pourra même aider à faire des semis, larguant les graines depuis les airs, mais aussi pulvériser des produits phyto-sanitaires sur les cultures. Les pesticides ont beau être épandus depuis le ciel, il n'y aurait aucun risque de volatilité : « Ils sont beaucoup moins dangereux que d'autres produits », essaie de convaincre la repré-sentante de la société.

Plus loin, ce sont des panneaux solaires qu'un autre stand tente de promouvoir. Pourquoi au Salon de l'agriculture ? « Nous prospectons auprès d'agriculteurs qui souhaiteraient installer des panneaux photo-voltaïques sur leur exploita-tion. Nous exploitons l'énergie contre un loyer », explique l'employé de la société Samolar. L'entreprise aide les agri-culteurs, assure-t-elle,

puisque ces fermes photovoltaïques re-présentent un complément de revenus pour les paysans, qui doivent toutefois sa-crifier une partie de leur surface agricole. « Nous faisons tout pour ne pas gêner le travail et le passage des machines », s'em-presse d'ajouter le commercial, antici-pant les critiques. Pas suffisant pour convaincre tous les paysans. À quelques mètres de là, la Confédération paysanne, syndicat défenseur d'une agriculture du-rable, jette un regard noir sur l'agrivil-aïsme. « Condamnés à la précarité et privés de liberté dans le choix de leurs pra-tiques culturales, les paysans se retrouvent dans une situation de subordination où la production alimentaire devient un sous-produit de la production énergé-tique », dénonce ainsi l'or-ganisation. Pas sûr que certaines de ces tech-nologies soient en effet pensées pour répondre à la crise agricole. ■ M.T.

« La production alimentaire devient un sous-produit de la production énergétique. »

LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

Le PKK annonce une trêve et se dit prêt à se dissoudre

TURQUIE Faisant le bilan des bouleversements régionaux et d'une impasse militaire, Abdullah Öcalan appelle à la disparition du Parti des travailleurs du Kurdistan et à la fin de la lutte armée. Un acte courageux qui vise un changement de stratégie, face à un pouvoir d'Erdogan fragilisé sur la scène intérieure.



Manifestation de

L'appel pour «la paix et une société démocratique», lancé jeudi 27 février par Abdullah Öcalan aux membres de l'organisation qu'il a fondée, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à déposer les armes et à se réunir en congrès pour décider de la dissolution de ce dernier, pourrait ouvrir la voie à une nouvelle phase politique en Turquie. Emprisonné depuis 1999, il purge une peine de prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle sur l'île d'Imrali. Il a pourtant gardé la confiance des Kurdes, comme l'ont montré, dans le sud-est de la Turquie, les scènes de joie qui ont suivi sa déclaration.

Celle-ci n'est pas réellement une surprise. C'est une réponse politique d'importance au pouvoir turc dont l'autorité est ébranlée mais qui espère profiter de la nouvelle situation régionale pour régler, à sa manière, la question kurde. Le PKK a annoncé, samedi 1^{er} mars, un cessez-le-feu avec la Turquie. « Nous sommes d'accord avec le contenu de l'appel tel qu'il est, et nous déclarons que nous le respecterons et le mettrons en œuvre », précise encore le PKK en lettres majuscules dans un long texte

rédigé en turc. « Aucune de nos forces ne mènera d'action armée à moins d'être attaquée », affirme-t-il. Il appelle Abdullah Öcalan à diriger en personne le congrès du parti qui procédera à sa dissolution : « Seul le leadership pratique du leader Apo peut permettre la réalisation pratique de questions telles que le dépôt des armes. Pour le succès du congrès, le leader apo doit le diriger personnellement », souligne-t-il. Le PKK conclut, de nouveau en lettres capitales, en affirmant que « l'appel (d'Öcalan) n'est pas une fin mais un nouveau départ ».

« Aucun membre de cette nation, qu'il soit turc ou kurde, ne pardonnera à quiconque de bloquer ce processus. »

REcep Tayyip Erdogan,
PRÉSIDENT DE LA TURQUIE

Parlement afin d'appeler à la dissolution du PKK. Le leader du MHP affirmait que la lutte contre ce qu'il qualifie de terrorisme était « essentielle ». Parvenir à un consensus politique dans le pays « est dans notre intérêt commun », ajoutait-il. Un mois plus tard, Bahceli réitérait ses propos lors d'un discours devant le groupe parlementaire de son parti à Ankara. « Si le chef terroriste veut annoncer que le terrorisme a pris fin et que le PKK a été dissous, il doit venir devant le groupe DEM et dire ces choses une par une. Je maintiens mes propos et je suis ferme dans ma proposition. » Affirmation nouvelle, il y associait le Parti pour l'égalité et la démocratie des peuples. La veille, pourtant, le ministère turc de l'Intérieur avait démis de leurs fonctions trois maires du DEM accusés de « terrorisme » et remplacés par des administrateurs nommés autoritairement, lesquels s'ajoutent à sept autres édiles municipaux destitués par le pouvoir central.

POLITIQUE DE LA « MAIN TENDUE » ET RÉPRESSION ACHARNÉE DU POUVOIR

Malgré cela, des représentants du DEM étaient autorisés à rencontrer Abdullah Öcalan, le 28 décembre. Le 2 janvier 2025, une délégation composée de trois représentants



joie à Diyarbakir, grande ville majoritairement kurde dans le sud-est de la Turquie, après l'appel d'Abdullah Öcalan. ILYAS AKENGIN/AFP

du parti s'entretenait avec le président du Parlement, Numan Kurtulmus, et le chef du MHP. Dans la foulée, le DEM s'entretenait quelques jours plus tard avec le parti islamo-conservateur d'Erdogan, l'AKP, puis avec le CHP, principal parti (kémaliste) d'opposition de centre gauche. « Nous sommes à la veille d'une possible transformation démocratique en Turquie et dans la région. Le moment est venu de faire preuve de courage et de clairvoyance pour parvenir à une paix honorable », soulignait Tuncer Bakirhan, coprésident du DEM.

Devlet Bahceli ne voyait auparavant « dans la "question du Sud-Est" qu'une affaire de sécurité appelant une solution militaire », comme le rappelait le sociologue turc Ferhat Kentel dans la revue *Critique internationale*. « Nous avons une opportunité historique d'avancer vers l'objectif de détruire le mur de la terreur, s'est félicité le chef de l'État turc au lendemain de l'appel d'Abdullah Öcalan. Aucun membre de cette nation, qu'il soit turc ou kurde, ne pardonnera à quiconque de bloquer ce processus par des discours ou des actions ambivalentes, comme cela s'est produit dans le passé. » Recep Tayyip Erdogan avait évoqué à plusieurs reprises la politique de « la main tendue aux frères kurdes », tout en accentuant

la répression contre l'opposition, en particulier contre le DEM et en procédant à des centaines d'arrestations – militants politiques, élus, artistes, journalistes – accusées de « terrorisme ».

UNE QUESTION NATIONALE INCLUSE DANS UN PROJET PROGRESSISTE ET DÉMOCRATIQUE

On peut alors se demander pourquoi un tel changement d'attitude de la part d'Erdogan et de Bahceli. Leurs récents déboires électoraux, notamment la lourde défaite aux municipales de 2024 qui a vu des villes comme Istanbul et Ankara tomber dans l'escarcelle du CHP, soutenu notamment par le DEM, ont résonné comme un signal d'alarme. Dans de telles conditions, la présidentielle de 2028 et l'ascension du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, apparaissent comme lourdes de périls pour le parti du président turc. Erdogan espère sans doute fragmenter l'électorat kurde à la faveur d'une paix qu'il entend mener à son seul profit. D'autant que, depuis plusieurs années maintenant, son armée frappe sans relâche les positions du PKK en l'affaiblissant toujours plus. « Autrefois, le PKK était capable de mener des opérations militaires sophistiquées en Turquie, mais il n'en

a plus les moyens depuis quelques années, d'autant plus que la Turquie a fait des efforts considérables en matière d'équipements », explique le politologue Bayram Balci, interrogé par l'AFP.

L'enjeu est de taille pour l'ensemble des populations de Turquie, kurde inclus. C'est ce qu'ont bien compris les dirigeants du DEM. Cette formation est l'héritière directe du Parti démocratique des peuples, le HDP, créé en 2012, rassemblant des formations de gauche et prokurdes. Il est coprésidé, à partir de 2014, par Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdağ. Demirtas, incarcéré depuis 2016, est partisan d'un désarmement du PKK. Il prône une stratégie audacieuse visant à transformer le combat pour la reconnaissance du droit des Kurdes en une question nationale incluse dans un projet progressiste et démocratique plus large. Stratégie qui permet au HDP d'obtenir 13 % des suffrages et 80 députés lors du scrutin législatif de juin 2015. Un résultat qui sera remis en question par les manœuvres d'Erdogan. Le président turc préfère briser la trêve avec le PKK en relançant la guerre et convoquer de nouvelles élections sous de fallacieux prétextes, qui aboutiront, en novembre de la même année, à un affaiblissement du HDP.

« L'effondrement du socialisme réel dans les années 1990 pour des raisons internes et la dissolution du déni de l'identité (kurde – NDLR) dans le pays, ainsi que les progrès réalisés en matière de liberté d'expression ont entraîné une perte de sens pour le PKK, estime Abdullah Öcalan.

Par conséquent, comme ses semblables, il a achevé son cycle et a rendu nécessaire sa dissolution. »

L'appel du leader kurde est clair. Il vise un changement de stratégie d'où la lutte armée serait bannie. Cela permettrait, si le PKK dépose les armes et se dissout, de s'appuyer sur le DEM dans le cadre d'un processus nouveau.

Les raisons électorales ne sont sans doute pas les seules. La région se trouve prise dans un tourbillon qui se déplace très rapidement et ouvre des espaces dont le régime turc veut profiter. La chute du régime baasiste en Syrie et le soutien apporté par Ankara aux djihadistes qui y ont pris le pouvoir renforcent d'autant plus la domination turque que l'Iran est sorti affaibli et possède moins d'alliés locaux. En appuyant une dissolution du PKK, Erdogan espère également affaiblir les Kurdes de Syrie. Mais c'est une option à double tranchant. « La question du dépôt des armes est liée au PKK, elle n'a rien à voir avec nous. Mais si cette opération réussit, nous en bénéficierons. Si le PKK se dissout et dépose les armes, il n'y aura plus de danger pour la Turquie et elle n'aura plus d'excuses pour attaquer nos régions », a fait savoir Mazloum Abdi, le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui défendent l'administration autonome du Nord-Est syrien (Aanes) et se trouvent sous pression militaire des groupes islamistes alliés de la Turquie.

« Pour justifier son autoritarisme, quel prétexte ce pouvoir a-t-il toujours utilisé ? Le terrorisme. Si les armes se taisent, le pouvoir n'aura plus cette excuse, il devra entreprendre des réformes constitutionnelles », veut croire Öztürk Türkdogan, vice-président du DEM. C'est maintenant tout l'enjeu. Recep Tayyip Erdogan, s'il a salué les déclarations d'Abdullah Öcalan, n'a évoqué aucun mécanisme permettant d'avancer dans cette voie et ne prévoit aucun geste fort comme la libération du fondateur du PKK ou des prisonniers politiques. Les semaines qui viennent diront si l'appel d'Imrali a dépassé les murs de l'île-prison. ■

« Si les armes se taisent, Erdogan n'aura plus d'excuse, il devra entreprendre des réformes constitutionnelles. »

ÖZTÜRK TÜRKDOGAN,
VICE-PRÉSIDENT DU DEM



Des camions d'aide humanitaire bloqués par l'armée israélienne à la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza, le 2 mars. AFP

Israël tente de torpiller la trêve et suspend l'aide humanitaire

GAZA La deuxième phase de l'accord, qui devait débuter ce dimanche, est remise en question par Netanyahu, avec l'appui des États-Unis. Le Hamas exige son application et dénonce un « crime de guerre ».

Reprendre la guerre, en violation de la trêve signée le 19 janvier : tel semble être le but poursuivi par Benjamin Netanyahu. Au lendemain de la fin de la première phase de cet accord, qui arrivait à échéance le 1^{er} mars, le premier ministre israélien refuse d'appliquer la deuxième phase, qui prévoit la libération par le Hamas des 24 otages restants ainsi que la restitution des 34 corps de ceux qui ont été tués au cours de leur captivité ou lors des attaques du 7 octobre 2023. En échange, Israël s'était engagé à libérer environ 1800 prisonniers palestiniens.

Dans la nuit de samedi à dimanche, Benjamin Netanyahu a annoncé vouloir mettre en œuvre, en lieu et place, une proposition de dernière minute émise par les États-Unis. Dans un communiqué, son bureau indique qu'« Israël adopte le plan de l'envoyé du président américain, Steve Witkoff, pour un cessez-le-feu temporaire pour les périodes de ramadan », qui a débuté le 28 février et durera jusqu'au 30 mars, « et de Pessah », la Pâque juive, laquelle sera célébrée mi-avril.

Ce plan prévoit que « la moitié des otages, morts ou vivants », seront remis à Israël lors de son entrée en vigueur, puis, pour ceux qui restent, « à la fin, si un accord est

trouvé pour un cessez-le-feu permanent », précise le communiqué.

Le Hamas a réagi dans la foulée. Le mouvement islamiste palestinien a rappelé Israël à ses obligations, alors que depuis le 28 février les négociateurs israéliens, qataris et états-uniens se retrouvent au Caire dans le cadre des discussions sur la deuxième phase de l'accord initial. Selon le Hamas, cette nouvelle proposition équivaut pour Israël à « se soustraire aux accords qu'il a signés. (...) La seule façon de parvenir à la stabilité dans la région et au retour des prisonniers est d'achever la mise en œuvre de l'accord, en commençant par la deuxième phase », a réagi le dirigeant du

Hamas Mahmoud Mardaoui, dans une déclaration transmise à l'AFP.

En guise de représailles, Benyamin Netanyahu a suspendu toute entrée d'aide humanitaire à Gaza. Un moyen de pression inique et illégal, que le Hamas a dénoncé : « La décision de suspendre l'aide humanitaire est un chantage mesquin, un crime de guerre et une violation flagrante de l'accord », a réagi le mouvement palestinien, qui a également appelé « les médiateurs et la communauté internationale à faire pression » sur Israël. Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, a assuré dans la foulée qu'« il n'y a pas d'alternative à la mise en œuvre fidèle et intégrale par toutes les parties de ce qui a été signé en janvier dernier ».

SMOTRICH VEUT « OUVRIR LES PORTES DE L'ENFER CONTRE L'ENNEMI »

Sans surprise, la suspension de l'aide dans la bande de Gaza a été applaudie par les alliés d'extrême droite du gouvernement de Netanyahu. « La décision de stopper totalement l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza jusqu'à la destruction du Hamas ou sa reddition totale et la libération de tous nos otages est une étape importante qui va dans la bonne direction », a réagi le ministre des Finances, Bezalel Smotrich. Qui a poursuivi son laïus en appelant « maintenant à ouvrir les portes de l'enfer aussi rapidement et violemment que possible contre l'ennemi ».

Benyamin Netanyahu, qui n'avait accepté l'accord du 19 janvier qu'à contre-cœur, a également menacé de reprendre les hostilités : « Si le Hamas persiste dans son refus, il y aura d'autres conséquences », indique-t-il. Le premier ministre israélien profite du rapport de force modifié par l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, qui a présenté son fameux « plan » pour Gaza le 5 février, lequel prévoit un déplacement forcé de toute la population gazaouie, soit près de 2 millions de Palestiniens, dans les pays arabes voisins, notamment l'Égypte et la Jordanie, qui s'y refusent malgré les pressions. La « reconstruction » de Gaza, sur le modèle d'une Riviera sous « contrôle » des États-Unis, a tout du nettoyage ethnique.

Appelant à rétablir « immédiatement » l'aide, les Nations unies ont réagi à la menace de reprise des hostilités, qui « serait catastrophique », a fait savoir Stéphane Dujarric, le porte-parole du secrétaire général Antonio Guterres. C'est pourtant ce que semblent préparer Israël et son allié américain : le secrétaire d'État, Marco Rubio, a ainsi annoncé une livraison de 4 milliards de dollars d'aide militaire, signé selon lui qu'Israël « n'apporte pas de meilleur allié à la Maison-Blanche que le président Trump ». Ce dernier avait confirmé la levée des restrictions sur certains types d'armes, notamment les bombes de 900 kilos.

Ce dimanche, le ministère de la santé du Hamas pour la bande de Gaza a annoncé qu'il y avait « depuis ce matin quatre morts et six blessés », transportés « dans des hôpitaux de la bande de Gaza à la suite d'attaques israéliennes ». ■

BENJAMIN KÖNIG

Créer du lien, c'est notre façon d'agir.

Créer du lien, voilà l'essence même de nos métiers.

C'est l'engagement quotidien de nos postières et de nos postiers qui sillonnent les territoires et accompagnent tous les Français.

AGIR POUR LA PLANÈTE

- 6,8 %

d'émissions de gaz à effet de serre pour l'ensemble de nos activités en 2024 par rapport à 2023.*

- 7,7 %

d'émissions de gaz à effet de serre par colis par rapport à 2023**

AGIR POUR LA SOCIÉTÉ ET L'AVENIR DES TERRITOIRES

283 273

personnes âgées ou fragiles ont bénéficié de nos services d'accompagnement.

788 252

personnes accompagnées, formées et équipées dans l'usage du numérique.

426 000

emplois soutenus en France (directs, indirects ou induits).

AGIR AVEC ET POUR LES COLLABORATEURS

9,76 %

de collaborateurs en situation de handicap.***

0 %

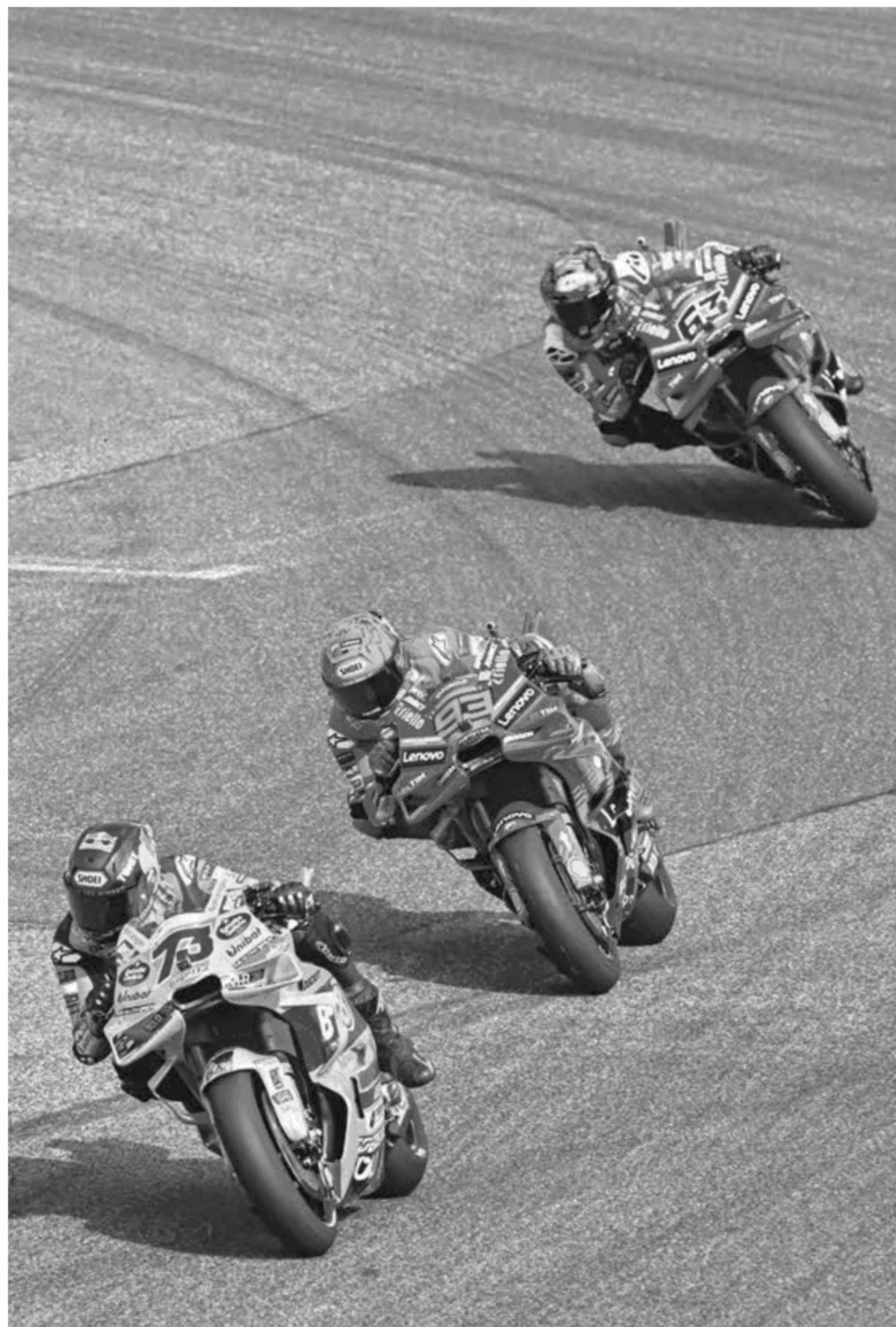
d'écart salarial entre les hommes et les femmes.***

93,4 %

de postières et de postiers formés en 2024.***

Pour découvrir tous nos résultats, rendez-vous sur www.lapostegroupe.com/fr/resultats-2024

Le MotoGP rate le virage écologique



Sur le circuit de Buriram, en Thaïlande, le 2 mars. MOHD RASFAN/AFP

ENVIRONNEMENT Le coup d'envoi de la saison a été donné ce week-end en Thaïlande. Alors que les effets du réchauffement climatique se font toujours plus sentir, son promoteur, la Dorna, se drape dans une communication verte qui illustre le retard de ce sport sur ces questions.

ous courons pour la planète. » Écrite noir sur blanc sur le site Internet du championnat du monde MotoGP, la formule claque. Mais, sous ses airs vertueux, les engagements environnementaux du MotoGP, dont le premier Grand Prix de la saison en Thaïlande a été remporté dimanche par l'Espagnol Marc Marquez (Ducati), ont encore du chemin à faire pour arriver à la hauteur de cette profession de foi. Alors que la saison la plus longue jamais disputée (22 dates jusqu'à fin novembre) vient de débuter, les chiffres officiels indiquent une émission de 98 699 tonnes de CO₂ en 2023, sans compensation carbone comme cela est le cas en Formule 1.

En novembre 2024, à la suite des tragiques inondations (plusieurs centaines de morts) qui ont durement frappé la ville de Valence (Espagne), où devait se dérouler l'ultime épreuve, la Dorna, promoteur espagnol du championnat du monde, n'a pas hésité à reprogrammer le week-end de course à Barcelone, deux semaines plus tard, plutôt que déclarer une annulation pure et simple. Une prise de conscience sur le dérèglement climatique à géométrie variable.

Car le promoteur préfère mettre l'accent sur les motos dont les émissions totales représentent 1 % des émissions globales selon ses propres calculs. Depuis 2024, le MotoGP utilise au moins 40 % de carburant non fossile et vise 100 % pour 2027 grâce à des bolides moins poussés technologiquement. « Sous couvert de vertus environnementales,

il s'agit surtout d'un choix économique pour réduire les coûts des constructeurs», soulève Simon Patterson, journaliste indépendant réputé sur le paddock. Car, au-delà des émissions sur le ruban d'asphalte, le bilan carbone se mesure surtout au déplacement du barnum dix mois par an. « 200 semi-remorques parcourent 20 000 kilomètres par an sur les routes européennes, et 360 tonnes de fret aérien transportent le matériel des trois championnats (Moto3, Moto2, MotoGP) qui composent le paddock MotoGP, sur 80 000 kilomètres chaque année », indique Mat Oxley, journaliste spécialiste MotoGP.

DES DÉPLACEMENTS ASSEZ PEU RATIONALISÉS

Alors qu'une étude de la Fédération française du sport automobile et de la Fédération française de motocyclisme, parue en 2023, souligne que la venue des fans sur les circuits représente le poste d'émission de gaz à effet de serre le plus important (53 %), la Dorna estime que les déplacements des spectateurs ne constituent que 2 % de l'impact global du championnat. « Les mesures en faveur du transport bas carbone des fans (covoiturage, etc.) se font à notre propre discréction. La Dorna ne nous oblige à rien à ce niveau », révèle un membre de PHA, organisateur du Grand Prix de France. Les fans ne semblent pas révoltés par la question. Principalement composés d'hommes, 58,3 % des passionnés de MotoGP trouvent les efforts environnementaux du MotoGP « bons » et même « excellents » pour 16,8 % d'entre eux.

« Dans les sports mécaniques, et donc en MotoGP, le spectacle repose sur les performances, mais également sur une sorte de folklore avec le bruit, la vitesse... Qu'on y adhère ou non, cela constitue une partie de son identité », souligne Carole Gomez, chercheuse en géopolitique du sport à l'Iris. « Le bruit, l'essence et la fumée font partie intégrante de la pratique. On cherche sans cesse à restreindre nos libertés », s'agace Manuele C. (1), ingénieur sur le paddock MotoGP.

Pour supporter les demandes énergétiques de l'ensemble des acteurs du paddock et leurs hospitalités gigantesques, « le championnat a recours à des générateurs de 400 kilowatts pesant jusqu'à 5 tonnes », pointe Mat Oxley. De plus, jusqu'à 918 pneumatiques sont consommés chaque week-end par les 54 pilotes des catégories intermédiaires du paddock MotoGP, c'est-à-dire Moto2 et Moto3, auxquels s'ajoutent les 484 pneumatiques de la catégorie reine, afin d'effectuer à peine plus de 500 kilomètres. Pour évoluer avec son temps, la Dorna a mis en place un championnat

de moto électrique en 2019. Une vitrine verte ? Pas vraiment. Le MotoE représenterait près de 3 % des émissions du paddock... Et par un manque de volonté politique et d'investissements de la part du promoteur espagnol, le championnat est délaissé tant par les pilotes que les diffuseurs.

« Dorna Sports, le promoteur du championnat, prétend que le monde extérieur n'existe pas, confie Simon Patterson. Si l'on pose une question trop radicale à un pilote ou à un membre de l'organisation sur les questions sociales et environnementales, on est immédiatement interrompu par un attaché de presse. » Ancien pilote de 2015 à 2017, Loris Baz confirme cette omerta : « Après un tweet critique sur une vidéo de corrida, j'ai failli perdre ma place. J'ai dû m'excuser publiquement pour continuer la saison. »

Le circuit de Mandalika (Indonésie) sur l'île de Lombok, inauguré en 2021 et épingle par l'ONU pour des questions sociales et environnementales, met en évidence les contradictions du championnat. Déforestation d'une partie de l'île pour créer ce circuit de toutes pièces, déplacements de populations... « En 2023, un certain nombre de pilotes ont participé à la préservation des coraux et au nettoyage des plages à Lombok, préfère souligner la cellule de presse de la Dorna. En 2024, nous avons également participé au projet de plantation de 10 000 arbres autour du circuit. »

Un désastre écologique dans la droite ligne des déplacements du MotoGP assez peu rationalisés. Cette saison, les quatre premiers Grands Prix se déroulent en Thaïlande, en Argentine, avant de partir aux États-Unis, puis de revenir au Qatar. Le championnat fera ensuite étape en Europe avant de retourner en Asie, en Océanie, pour terminer en novembre dans la péninsule ibérique. Avec quatre Grands Prix ajoutés lors des dix dernières années, le MotoGP culmine désormais à 22 dates.

Si l'empreinte carbone explose, le compte en banque bondit tout autant. En 2022, selon le média Motorsport.com, la Dorna a réalisé un chiffre d'affaires de 474,8 millions d'euros (300 millions en 2019 selon le quotidien *Mundo Deportivo*). La même année, 390 millions d'euros ont été versés à ses actionnaires, à la suite d'un refinancement de 975 millions de dettes début 2022. Signe que l'activité est juteuse, la société espagnole est en passe d'être rachetée par Liberty Media, propriétaire de la F1 et coté au Nasdaq, pour près de 4 milliards d'euros. ■

RÉMI GUYOT

(1) Le nom a été changé.

« Le bruit, l'essence et la fumée font partie intégrante de la pratique. »

MANUELE C., INGÉNIEUR

tionnelles. Cette saison, les quatre premiers Grands Prix se déroulent en Thaïlande, en Argentine, avant de partir aux États-Unis, puis de revenir au Qatar. Le championnat fera ensuite étape en Europe avant de retourner en Asie, en Océanie, pour terminer en novembre dans la péninsule ibérique. Avec quatre Grands Prix ajoutés lors des dix dernières années, le MotoGP culmine désormais à 22 dates.

Si l'empreinte carbone explose, le compte en banque bondit tout autant. En 2022, selon le média Motorsport.com, la Dorna a réalisé un chiffre d'affaires de 474,8 millions d'euros (300 millions en 2019 selon le quotidien *Mundo Deportivo*). La même année, 390 millions d'euros ont été versés à ses actionnaires, à la suite d'un refinancement de 975 millions de dettes début 2022. Signe que l'activité est juteuse, la société espagnole est en passe d'être rachetée par Liberty Media, propriétaire de la F1 et coté au Nasdaq, pour près de 4 milliards d'euros. ■

RÉMI GUYOT

En Slovénie, Clément Noël perd du terrain

SKI Dans la course au petit globe du slalom, le Norvégien Henrik Kristoffersen a grappillé de précieux points, dimanche, en s'imposant à Kranjska Gora (Slovénie), distançant son dauphin au classement, le Français Clément Noël. Sixième temps de la première manche, le Norvégien, double champion du monde (slalom géant en 2019, slalom en 2023), a terminé devant son compatriote Timon Haugan (2^e, + 17'') et l'Autrichien Manuel Feller (3^e, + 23''). En prenant la 10^e place (+ 99''), Clément Noël a réalisé la mauvaise opération du jour. En tête de la Coupe du monde, Henrik Kristoffersen compte désormais un matelas de 77 points d'avance sur le Vosgien et 102 points sur le Suisse Loïc Meillard, à deux courses de la fin de la saison (100 points par course). N. G.

Guillaume Cizeron glissera avec Laurence Fournier

PATINAGE Après avoir officialisé en décembre la fin de son duo avec Gabriella Papadakis, le champion olympique de danse sur glace Guillaume Cizeron (30 ans) a annoncé dimanche qu'il allait reprendre la compétition aux côtés d'une autre partenaire, la Canadienne Laurence Fournier. Le nouveau duo, qui a commencé à s'entraîner ensemble en début d'année, prendra part à ses premières épreuves à la rentrée de septembre, avec en ligne de mire les jeux Olympiques de Milan-Cortina 2026 dans moins d'un an, voire ceux des Alpes françaises en 2030. « C'est un peu comme le deuxième acte de ma carrière », a expliqué celui qui était associé depuis l'enfance à Gabriella Papadakis, avec laquelle il a tout gagné (5 titres européens, 5 couronnes mondiales et l'or olympique à Pékin en 2022). N. G.

« Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.

Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate. Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste. Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester. » Encore sur les bancs de l'école, la simplicité alliée à la justesse des mots du pasteur allemand Niemöller résonnent instantanément dans mon esprit d'enfant, moi, arrière-petite-fille de résistant·es communistes, à qui sa grand-mère a raconté ensuite la manifestation de Charonne contre la guerre d'Algérie et, plus tard, à qui ses parents ont fait le récit de la dictature de Ben Ali en Tunisie, la défense du peuple palestinien ou des Roms, avec l'internationalisme en bandoulière et la solidarité en mantra.

Aujourd'hui, alors qu'une ministre de la République cible un humoriste français parce que trop barbu, dans un contexte international où le président du pays le plus puissant du monde pétrifie à coups de déclaration et de

LA CHRONIQUE SPORT DE MEJDALINE MHIRI

JOURNALISTE
INDÉPENDANTE



Danger sur la laïcité

vidéo terrorisantes, c'est encore à la liberté des femmes que l'on s'attaque, les plus faciles à cibler : celles de confession musulmane. Le 18 février dernier, les sénateurs ont adopté une proposition de loi portée par Michel Savin (« Les Républicains ») pour interdire le port de signes religieux dans le sport. La priorité, ce ne sont pas les retraites, la crise du logement, le pouvoir

d'achat. Non, c'est d'empêcher une minorité que l'on suppose déjà soumise à nombre d'interdictions d'accéder à une activité collective, avec le culot d'affirmer que c'est pour protéger les femmes, justement. Alors même qu'une instance comme le Comité international olympique autorise le couvre-chef et qu'Amnesty international rappelle que la laïcité garantit la liberté de culte, soulignant le caractère dissuasif de ces mesures sur les jeunes générations, à l'opposé des objectifs affichés de féminisation du sport.

Outre « Les Républicains » et leurs alliés qui ont massivement défendu ce texte bientôt présenté à l'Assemblée nationale, la gauche, elle, a manqué une opportunité d'incarner l'inclusion et l'égalité en ne s'y opposant que trop mollement. « Quand ils sont venus chercher les femmes portant le voile, je n'ai rien dit, je ne le portais pas. Quand ils sont venus chercher les musulman·es, je n'ai rien dit, je n'étais pas musulman·e. Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester. » ■

«Peer Gynt a une force dévorante et violente»

THÉÂTRE Bertrand de Roffignac s'apprête à jouer le rôle principal de la pièce d'Ibsen, adaptée et mise en scène par Olivier Py. Nous l'avons rencontré en pleine répétition, à quelques jours de la première au Théâtre du Châtelet.



ENTRETIEN

Dura

Quel étrange personnage que ce Peer Gynt. Un idéaliste un brin voyou, menteur à ses heures, hâbleur, qui n'hésite pas à prendre la tangente dès lors que la situation se corse. Alors il part, loin de ses amours, de ses amis et de ses emmerdes comme dirait la chanson. Rarement monté, ce drame poétique écrit par Henrik Ibsen en 1867 a été mis en musique dans un second temps par Edvard Grieg. Le compositeur n'a rien suivi des indications d'Ibsen tant et si bien qu'on peut reconnaître des musiques de scène, chansons populaires issues du folklore et cantiques telles que la *Chanson de Solveig* ou la *Suite n° 1 op. 46, Dans l'antre du roi de la montagne*, sans faire le lien avec la pièce.

En remettant *Peer Gynt* sur le métier dans une nouvelle version française, une « “tradaptation”, mélange d’adaptation respectueuse et de traduction fidèle », selon les mots d'Olivier Py, nul doute que cette création sera à la hauteur de ses ambitions. Encore en répétition ces jours-ci, l'ambiance sur le plateau est à la fois sérieuse et détendue. C'est à Bertrand de Roffignac que Py a confié le rôle de Peer Gynt. Comédien insensé, atypique, impressionnant, à l'aise dans toutes les aires de jeu, rien ne semble l'arrêter tant il a soif de jouer, de créer. On l'a découvert dans le rôle d'Arlequin dans *Majeunesse exaltée*, qui lui a valu le prix Révélation du Syndicat de la critique dans la mise en scène d'Olivier Py au

Festival d'Avignon 2022, puis dans la peau du *Woyzeck* mis en scène par Karelle Prugnaud à l'automne dernier. Entre-temps, il a monté, en tant que metteur en scène, trois pièces.

Qui êtes-vous, Bertrand de Roffignac ? D'où venez-vous ? De quel diable en boîte avez-vous jailli ?

J'ai grandi dans la musique. Mes parents baignaient dans cet univers et, dès que j'ai eu 5 ans, je traînais sur les plateaux de musique... de rock alternatif. Ma mère était la mannequin des VRP (groupe emblématique de la scène rock indépendante de la fin des années 1980 – NDLR). Enfant, je connaissais Bertrand Belin, les Ogres de Barback, la Rue Kétanou... Ça a été mon ADN jusqu'à mon adolescence. Mon père était dans le milieu du hardcore, du métal avec des groupes comme Lofofora, AqMe...

Vous êtes donc un mix de tout ça !

Oui, certainement. Parmi les amis de mes parents, il y avait pas mal de graphistes, de vidéastes, des circassiens et j'observais tout ce petit monde formidable, j'ai partagé des aventures incroyables avec eux et, de fil en aiguille, je suis allé vers le théâtre. C'est par l'entremise de Néry (chanteur et contrebassiste des VRP – NDLR) que j'ai atterri au Théâtre du Soleil. J'avais une douzaine d'années et j'ai fait là-bas ce que tout le monde fait, le « grouillot » comme on dit. À 14 ans, j'ai participé à l'aventure des *Naufragés du fol espoir*. L'envie de devenir comédien ne m'a plus quitté. J'avais besoin de canaliser mon énergie, envie de la communiquer aussi, et le théâtre en a été le vecteur. Et il a été salvateur. J'ai fait le



BERTRAND DE ROFFIGNAC
Comédien et metteur en scène

Conservatoire national et j'en suis sorti à 21 ans. J'ai rencontré Olivier Py dès ma sortie du Conservatoire. Un vrai compagnonnage a commencé, il m'a proposé d'être son assistant sur *Hamlet*, pour le feuilleton d'Avignon. Tout ça se passait pendant le Covid, on travaillait beaucoup à distance. Au même moment, Olivier a eu l'opportunité de réaliser *le Molière imaginaire* et nous l'avons écrit ensemble. D'avoir participé à ces grandes aventures théâtrales, ça donne du carburant.

Vous avez joué Hamlet, Arlequin, Woyzeck... À chaque fois des personnages aux destins incroyables, d'une modernité étonnante. Que représente Peer Gynt ? Serait-il votre double inconscient avec son côté aventurier, fougueux, hâbleur ?

En lisant l'adaptation d'Olivier Py, je ne m'attendais pas à me sentir si proche de ce personnage. Je ne pensais pas, en découvrant la puissance de l'imaginaire pour réenchanter le monde, que ça me toucherait autant. J'ai ressenti ce que j'éprouvais adolescent quand, face à un monde qui m'apparaissait mortifère, déprimé et déprimant, seule la parole permettait d'activer des leviers pour que le monde se relève. Chez *Peer Gynt*, mais on peut le dire aussi des acteurs ou des metteurs en scène, ce désir de réenchanter le monde peut vous faire basculer dans la mythomanie, la schizophrénie, la folie. Il m'est arrivé d'être au bord du gouffre, du précipice, alors je comprends *Peer Gynt*...

Ce voyage de Peer Gynt, peut-on le réaliser en bas de chez soi, sans éprouver le besoin de traverser le vaste monde, comme dirait Candide... ?

Oui, d'ailleurs, on peut le lire comme on veut et on n'est pas sûr que son voyage dans les montagnes norvégiennes



nt les répétitions, au Centquatre, à Paris. THOMAS AMOURoux/THÉÂTRE DU CHÂTELET

et en Afrique ait réellement eu lieu. Peut-être est-il resté dans la chambre de sa mère tout au long de la pièce ; peut-être est-il mort au cours du naufrage de son bateau ou bien avant, tué par les villageois qui le poursuivaient après qu'il eut enlevé Ingrid... C'est une pièce faite de pelures d'oignon. Elle est sans noyau, on peut donc l'attraper par tous les bouts et, du coup, elle peut se déployer à l'infini. Peer, c'est une force dévorante et violente pour les gens qui l'entourent. Il traverse des crises intérieures, essaye tout et échoue devant toutes ses tentatives de définir ce qu'il pourrait être idéalement. La définition lui échappe constamment et ça le rend fou car il doit revenir au point de départ. Quand Peer Gynt va en Afrique, devient prophète dans le désert, on pense forcément à Rimbaud. Il y a d'incroyables similitudes entre eux deux.

Vous jouez au Théâtre du Châtelet, c'est une grosse production...

On est une douzaine sur le plateau avec des chanteuses lyriques, des danseurs, des acteurs, 52 musiciens de l'Orchestre de chambre de Paris. C'est galvanisant de jouer dans ces conditions cette pièce, avec ce qu'elle charrie d'imaginaire et de rêve. C'est une pièce sans cesse en mouvement, avec du chant, de la danse et du jeu, un côté œuvre totale qui n'aurait pas pu voir le jour ailleurs qu'au Châtelet : avoir autant de compétences réunies dans le contexte actuel de crise que nous traversons, c'est extraordinaire. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARIE-JOSÉ SIRACH

Peer Gynt, d'Henrik Ibsen et Edvard Grieg. Du 7 au 16 mars, au Théâtre du Châtelet, Paris 1^{er}. Réservations : www.chatelet.com. L'adaptation d'Olivier Py est publiée chez Actes Sud.

Petites déflagrations dans un triangle adultérin

THÉÂTRE À Paris, Tatiana Vialle met en scène *Trahisons* de Harold Pinter. Un subtil jeu de non-dits rendu par de beaux acteurs dans une version néanmoins très sage.

Pièce phare de l'Anglais Harold Pinter, *Trahisons* s'en tient en apparence à une idée archétypale : une femme couche avec le meilleur ami de son mari. C'est un schéma qui, mine de rien, s'est un peu patiné, pour ne pas dire usé avec le temps – au moins à l'endroit du théâtre. Soit. Tatiana Vialle ne situe-t-elle pas, dès le premier tableau, sa diégèse dans la fin des années 1970, soit à l'époque de sa création au Royal National Theatre de Londres ? Replacée dans son contexte d'origine, la pièce se teinte d'une jolie ambiance rétro, urbaine et feutrée – si l'on fait abstraction des projections, pas forcément du meilleur goût une fois passé le jeu de lumières de la première scène. Et se donne à voir comme une peinture « située », non seulement dans le temps, mais aussi socialement : bienvenue dans le monde parallèle des agents littéraires et des éditeurs à succès.

Le triangle adultérin n'est, chez Pinter, que la surface d'un processus plus retors qui amène à remonter, d'un non-dit à l'autre, le fil de mensonges toujours devancés par d'autres mensonges, et à dévoiler les hypocrisies sous-jacentes d'une élite culturelle bienséante.

Audébut de la pièce, Emma avoue à Jerry que son mari Robert est au courant de leur liaison. Mais le mari trompé ne tarde pas à annoncer à son meilleur ami avoir déjà été mis au courant par la principale intéressée quatre ans plus tôt. De la fin de cette relation extraconjugale à la première déclaration d'amour éméchée, d'un appartement réservé aux rencontres des amants à une villégiature dans la lagune vénitienne, une suite de retours en arrière exposent les mensonges à l'œuvre, l'un sachant souvent plus que l'autre ne veut bien le croire.

Bienvenue dans le monde parallèle des agents littéraires et des éditeurs à succès.

Dans cette pièce où l'on parle peu et jamais sans une certaine difficulté, les acteurs se toisent et se testent, s'écoutent mais n'en pensent pas moins. Ce terrain de jeu laisse briller l'impeccable trio formé par Swann Arlaud, Marie Kauffmann et Marc Arnaud, tous les trois très justes. Mais la mise en scène de Tatiana Vialle ne donne pas particulièrement de

nerf à l'écriture de Pinter ; elle dévoile plutôt, dans une théâtralité ténue, le fond dépressif de vies un peu lâches, dont le confort ouaté est sis sur nombre de dénis et de compromissions.

L'ALCOOL POUR RÉVÉLATEUR

La pièce accuse alors quelques affaissements et peine, par trop de retenue vis-à-vis de personnages qu'elle n'entend pas juger, à offrir de quoi dépasser le périmètre très bourgeois dans lequel joue son trio de tête. C'est sans doute la volonté de cette mise en scène que de réserver ses petites déflagrations à quelques instants choisis, avec l'alcool pour éternel révélateur. Il faut voir apparaître Tobias Nuytten en serveur acariâtre lors d'un dîner tendu entre Jerry et Robert pour qu'explose, en biais, un peu de cette méchanceté sourde. La pièce assume alors joyeusement sa part vaudevillesque. Surtout, ce regard en biais fait vaciller dans ses fondations le jeu de dupes pervertis qui unit les personnages. Les acteurs, eux, s'y donnent avec d'autant plus de brio. ■

SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN

Trahisons, de Harold Pinter. Jusqu'au 30 mars, au Théâtre de l'Œuvre, Paris 9^e. Réservations : www.theatredeloeuvre.com



Un trio impeccablement incarné par Swann Arlaud, Marie Kauffmann et Marc Arnaud. CAROLINE BOTTAZO

**LA CHRONIQUE
THÉÂTRE DE
JEAN-PIERRE
LÉONARDINI**


Petites formes aux grands effets

Voilà des années que le théâtre public se préoccupe de bien autre chose que du simple divertissement. Il met le nez dans des faits de société criants, voire au cœur même du politique au sens large. Un bel exemple en est fourni par *Une légende à la rue*, de Florence Huige (Cie Les Cintres), qu'elle interprète dans une mise en scène intelligemment partagée avec Morgane Lombard (1). À l'automne 2011, Florence Huige croise une femme étrange aux cheveux orange, bardée de sacs en plastique. Elle parle de torture, de danger de mort... Deux ans après, Florence Huige apprend par les journaux que cette femme n'était autre que Sakine Cansiz, héroïne de la résistance kurde, fondatrice du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont le dirigeant élu, Ocalan, est en prison depuis une éternité. On parle enfin à son sujet, ces temps-ci, de pourparlers avec la Turquie (lire page 12). Sakine Cansiz, alias Sara dans la clandestinité, incarcérée douze ans, torturée, mutilée, a été assassinée avec deux autres femmes, rue Lafayette à Paris, par un « loup gris », membre d'une faction de l'extrême droite turque. Bouleversée, Florence Huige se penche sur l'histoire généralement ignorée du peuple kurde. L'autorité de l'actrice, qui fait ainsi

Tana, apprentie couturière et brodeuse, s'éloigne d'une mère toxique, qu'elle ne peut plus supporter.

œuvre pie, n'exclut pas le zeste d'autodérision qu'elle s'impose, face au malheur de ces autres lointains, qu'elle révèle avec feu sur une scène nue.

Sur une autre scène sans appareil, deux jeunes comédiennes au tempérament de vif-argent jouent *l'Infâme*, pièce de Simon Grangeat, mise en scène par Laurent Fréchuret (2). Tana (Louise Bénichou), apprentie couturière et brodeuse, s'éloigne d'une mère toxique (Flore Lefebvre des Noëttes lui prête sa voix) qu'elle ne peut plus supporter. Elle a pour amie et seul soutien Apolline (Alizée Durkheim-Marsaudon). Chemin faisant, on assiste à la conquête de soi par Tana, qui va s'émanciper par le savoir-faire acquis dans son métier.

Les vertus concrètes du texte, d'une écriture simple, droite, juste, qui fait la part belle au mal-être, puis à l'émancipation de Tana, font de *l'Infâme* une sorte d'idéal modèle à proposer à un public jeune, apte à se retrouver dans les interrogations de son propre devenir. La preuve en est l'audience déjà rencontrée par ce spectacle, si brillamment défendu, dans lycées et collèges. ■

(1) Au Théâtre Essaïon, 6, rue Pierre-au-Lard, Paris 4^e, tél. : 01 42 78 46 42, les mercredis et jeudis à 21 heures.

(2) Vu à la Reine Blanche, Paris 18^e, où il a été présenté du 31 janvier au 2 mars, ce spectacle sera à la Mi-Scène de Poligny (Jura) le 18 mars, et les 20 et 21 mars au Lycée Honoré-d'Urfé à Saint-Étienne (Loire).



Marionnettes, masques, ombres chinoises sont utilisés dans ce voyage magique. IRENA VODÁKOVÁ

Dans les Hauts-de-Seine, Marto reprend son envol

FESTIVAL *La Conférence des oiseaux*, écrite au XII^e siècle par Farid Al Din Attar, sera un des temps forts de cette 25^e édition du rendez-vous francilien des marionnettes.

Sous le chapiteau des frères Forman, de formidables volatiles multicolores mènent une danse endiablée. *La Conférence des oiseaux*, nouveau spectacle de cette compagnie basée en République tchèque, sera à n'en pas douter un des moments forts de la 25^e édition du festival Marto, du 7 au 26 mars dans neuf lieux des Hauts-de-Seine. Les oiseaux, partis dans l'univers à la recherche de leur roi, imaginent un monde de paix... Des marionnettes, des masques, des ombres chinoises sont utilisés dans ce voyage magique qui a la sagesse pour but ultime.

L'adaptation de ce texte célèbre du poète soufi Farid Al Din Attar, écrit en 1177, est d'Ivan Arsenjev, Petr Forman et Jean-Claude Carrrière. Sur la scène, une vingtaine d'artistes, danseurs pour la plupart, virevoltent à certains moments dans les travées, et à d'autres se fondent dans un décor fait de projections vidéo époustouflantes (mapping). Les parties parlées, relativement peu nombreuses, sont dites en français par le truchement d'un des acteurs. Ce qui fait que ce spectacle est destiné à tous les publics. La proximité des spectateurs est telle qu'il est possible à certains moments de se croire presque acteur de cette épope musicale et multicolore.

Les volatiles, partis à la recherche de leur roi imaginent un monde de paix...

pas possible de se retrouver autour d'un petit déjeuner après une nuit blanche (ou noire c'est selon).

Pour autant, de multiples formes sont à découvrir comme, par exemple, cette autre création, *Insomniaques*, de la compagnie Avant l'averse, avec un texte de Karima El Kharraze et Lou Simon, à qui l'on doit aussi la mise en scène. Trois comédiens, Arnold Mensah, Clémentine Pasgrimaud, et Mariana Diedhiou proposent une forme de théâtre documentaire et historique.

UN MASSACRE DE SOLDATS ET DE CIVILS NOIRS

Là, tout tourne autour d'une journée à Rouen, le 9 juin 1940. L'armée allemande vient d'entrer dans la ville normande. Ce même jour, ont révélé de rares archives, a été perpétré un massacre de soldats et de civils noirs. *Insomniaques*, qui dénonce avec intelligence cet acte raciste, souligne aussi combien cet épisode local de la Seconde Guerre mondiale a été passé sous silence puis enfin commémoré du bout des dents.

L'édition de Marto, dans sa diversité, avec ses 15 spectacles, propose de grandes formes et de

plus modestes, mais toutes captivantes, comme ce *Richard III* (Shakespeare) adapté et mis en scène par Achille Grimaud, Yoann Pencolé et Pauline Thimonnier. Le comédien Antonin Lebrun s'y retrouve au milieu de 22 marionnettes à taille humaine. Un mot encore, pour signaler le « cirque métaphysique » de Boris Gibé qui, aux frontières du féminin et du masculin, s'interroge sur l'*Anatomie du désir*. ■

GÉRALD ROSSI

Gentille Olympe, méchant Maximilien

TÉLÉVISION Ce téléfilm consacré à la pionnière du féminisme est une première, qui avait tout pour séduire. Mais, sur le fond comme sur la forme, la fiction se révèle décevante.

Olympe, une femme dans la révolution,
France 2, 21h10

Tout commence en juillet 1793, dans les rues étroites du Paris populaire. Olympe de Gouges (interprétée par Julie Gayet, également coréalisatrice du film) se rend d'un pas précipité chez son imprimeur, avec en fond sonore la déclamation du préambule de la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne. Soudain, elle lève les yeux et pose son regard sur une affiche qui annonce l'exécution de son amie Charlotte Corday, coupable d'avoir assassiné Marat. Le décor est posé : l'action se déroule pendant la Terreur. Un téléspectateur averti sur cette période de l'histoire peut déjà craindre le pire et sur ce point il ne sera malheureusement pas déçu.

Olympe de Gouges est arrêtée quelques heures après avoir imprimé son placard « Les trois urnes ». Le reste du film, à partir

de son incarcération jusqu'à son exécution, est rythmé par des flash-back qui ne permettent que d'effleurer trop brièvement la vie, la densité de l'œuvre et les combats de Marie Gouze - de son vrai nom. Se concentrer sur cela pour le premier biopic consacré à cette figure aurait peut-être été plus judicieux, d'autant plus que le film pêche sur le fond historique et surtout politique. À la fin, on ne sait plus bien si Olympe de Gouges a été exécutée parce qu'elle était femme et qu'elle défendait les personnes de son sexe ou bien justement parce que dans son placard « Les trois urnes » elle appelait à un référendum évoquant la possibilité de choisir à nouveau la monarchie.

LA MISE EN SCÈNE D'UN AFFRONTEMENT « TOTALEMENT DÉPOLITISÉ »

Le téléfilm met ainsi surtout en scène une dualité largement fictionnalisée avec Robespierre. Dans la réalité, Olympe de Gouges l'a attaqué régulièrement par écrit. Dans le film, elle fait irruption à plusieurs reprises au club des Jacobins, quand bien même les femmes n'y avaient justement pas droit de cité ! Leur affrontement est par



Julie Gayet interprète le rôle-titre. Elle est aussi coréalisatrice du film.

ailleurs « totalement dépolitisé, puisqu'il ne restitue pas les prises de position girondines de la républicaine, opposée donc au Montagnard », souligne l'historienne Mathilde Larrère. « Nous sommes dans la caricature classique de Robespierre dictateur et de la révolution qui mange les enfants. »

Rendre hommage à Olympe de Gouges est essentiel, personne ne dira le contraire. Elle est une figure majeure de l'histoire des femmes et du féminisme. Mais c'est aussi un choix consensuel qui tend à invisibiliser les autres. « Si Olympe de Gouges est autant valorisée, même par un Stéphane Bern ou un Michel Onfray, c'est parce qu'elle est plutôt lisse : elle fait partie de la

bourgeoisie moyenne, insérée dans les milieux libéraux, favorable à ses débuts au suffrage censitaire. Elle dérange moins que les figures révolutionnaires et républicaines », analyse Mathilde Larrère. « Des femmes du peuple comme Pauline Léon et Claire Lacombe étaient beaucoup plus radicales dans leurs revendications féministes et sociales et elles ne sont jamais représentées. » Dans le film, aux côtés d'Olympe de Gouges, seules deux femmes apparaissent : Madame Roland et Charlotte Corday. Le tout ne nous en apprend pas assez sur Olympe de Gouges et donne une image très négative de la Révolution française. ■

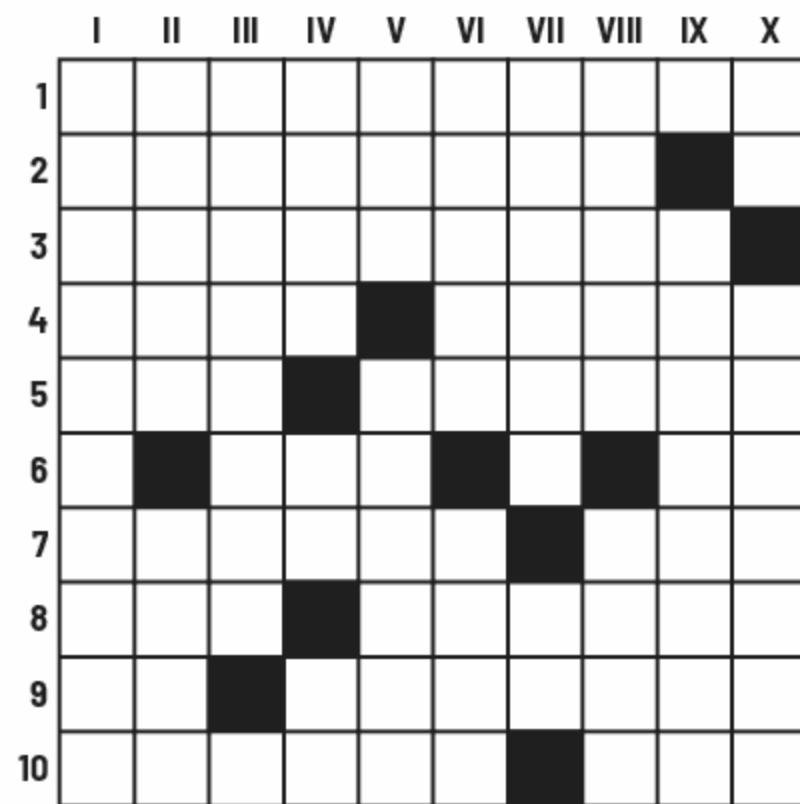
SCARLETT BAIN

An advertisement for a book titled "DROIT À L'IVG FRAGILE LIBERTÉ". The book cover features a woman's face and the text "LA LOI VEILLE 50 ANS". To the right of the book, there is an open magazine spread showing a woman's hands. Text on the right side of the ad includes instructions for ordering online, a QR code, and a form for a command. The background is a blurred image of a crowd of people.

Carnet

Yvonne Knibiehler, historienne féministe, est décédée le 25 février à l'âge de 102 ans. Née le 5 octobre 1922 à Montpellier (Hérault), Yvonne Knibiehler a consacré sa vie à l'étude et à la promotion de l'histoire des femmes, en particulier à travers le prisme de la maternité. Elle a également travaillé sur l'histoire des assistantes sociales. C'est à l'université d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) qu'elle a développé sa spécialisation en histoire des femmes, de la famille et de la santé, marquant ainsi profondément le paysage académique. Yvonne Knibiehler laisse derrière elle un héritage intellectuel riche et une inspiration pour les générations futures d'historiens et de féministes. Elle était notamment l'auteure d'*Histoire des mères et de la maternité en Occident*. Ses obsèques se dérouleront le 4 mars au funérarium des Milles, à 15 h 15, à Aix-en-Provence. *L'Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

Erratum Contrairement à ce que nous avons écrit au sujet du décès de Jean-Pierre Archambault dans *l'Humanité* du 28 février, celui-ci n'était plus membre du PCF.

MOTS CROISÉS N° 24143 par Martial Dubois**HORizontalement**

- Manipulent de la pâte feuillettée à l'aide d'un rouleau.
- Devient visible.
- Couvertes de moisissures.
- Bout de bois. Garnit de voliges.
- En effet. Passées sous silence.
- Il est poussé par le nouveau né.
- Ajout après la signature.
- Degré de sensibilité d'un sens.
- Mèche rebelle de cheveux.
- De bonne heure. Détruit par une action lente.
- Agent de liaison. Embrumé.
- Qui est convenable. À moi.

Verticalement

- Giflées.
- Passa sur le billard. Os plat du thorax.
- Coup porté de bas en haut.
- Un peu comme le merle blanc. Pouffé Dans.
- Mesure agraire. Assignent en justice.
- Arbre des lieux humides Fleuve irlandais.
- Agaves dont on tire des fibres textiles. Terme de choix.
- Écimé. Fromage de Hollande à croûte rouge.
- Trouble de la marche.
- Se dit entre nous. Juridiction criminelle française.

Ciment. VI. Saule. Erne. VII. Sisal. Du. VIII. Ete. Edam. IX. Steppe. X. Tu. Assises. VERTICAMENT. I. Talochâtes. II. Opéra. Côte. III. Uppercut. IV. Rare. RI. V. Are. 5. Car. Céleste. 6. Cris. PS. 7. Acuite. Epis. 8. Tot. Erdas. 9. Et. Ennagé. 10. Séante. Mes. SOLUTION. HORIZONTALMENT. 1. Tourassent. 2. Apparait. 3. Lépreuses. 4. Drée. Latte.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès

Directeur Fabien Gay

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal *l'Humanité* (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)

Capital social 3 000 000 euros

Siège social 15, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX

Téléphone 01 49 22 72 72

Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30

E-mail: relationlecteur@humanite.fr

Vente en kiosques Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil. Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 55

Publicité Comédiance.

Olivier Valentin, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication;

Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ;

Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication;

Silvère Magon, directeur des développements

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de *l'Humanité*

Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)

Numéro ISSN 0242-6870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du 27 février 2025 29 184 exemplaires Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.

**Souscription 2025****Le prix de la vérité**

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT

NOM / PRÉNOM _____ €

E-MAIL _____

TÉL. _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

J'accepte de recevoir des informations de la part de *l'Humanité*.

Votre don est à retourner à *l'Humanité*, souscription, immeuble Calliope, 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !



DÉCALAGE

VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 % DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPÔSSABLE.
Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €.
Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 409 € :

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus :

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de *l'Humanité* en partage.

UN HORS-SÉRIE DE L'HUMANITÉ**JE COMMANDE ***

Le hors-série *Dans l'enfer des camps* au prix de 11€ + 3€ de frais de port **, soit 14€ x _____ exemplaire(s) = _____ €

Total de ma commande _____ €

PRÉNOM _____

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

E-MAIL _____

* Délai de livraison de 10 à 12 jours

** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de *l'Humanité* à :

L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION
33, RUE DES GRANGES GALAND
37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire,
capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone





Peut-on sortir du populisme pénal? (3/3)

Alors que les prisons françaises battent des records historiques de population carcérale avec 80 669 personnes détenues, le pouvoir poursuit dans la surenchère de lois répressives. Un mouvement que rejoignent d'autres pays dirigés par l'extrême droite.

Plus de 40 lois sécuritaires votées depuis deux décennies visent les jeunes et les étrangers. Cette politique ne fait que renforcer la peur.

L'un des enseignements de l'étude « Fractures françaises » de 2024, réalisée par Ipsos, est que « le chaudron bouillonne », selon Brice Teinturier, son directeur général. Le constat d'une France mécontente, inquiète, déclassée est assez unanime. Si le pouvoir d'achat et le système social restent les préoccupations majeures des Français, l'insécurité et l'immigration sont classées aux cinq premiers rangs de leurs inquiétudes, quels que soient les sondages. La France est donc habitée par deux demandes politiques fortes : la justice sociale et le désir d'ordre. De mauvaises réponses sont apportées à ces deux questions : un « conclave » sur la réforme des retraites et les nominations de Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, et de Gérald Darmanin, ministre de la Justice. Si l'ordre est incarné par ces deux ministres, qu'est la force de l'ordre sans la justice ? Certes la police, après une cure d'austérité sous la présidence Sarkozy, va retrouver des effectifs décents. Mais il convient de mieux encadrer ses interventions, telles que les contrôles d'identité au faciès.

Depuis les années 2000, tous les textes pénaux sont allés dans le même sens, celui du populisme pénal, prétenant répondre au « sentiment d'insécurité » par le renforcement des pouvoirs de la police et du parquet et par l'effacement de la fonction de la justice dans la garantie des droits et libertés. La question est de savoir si cette gouvernance par la peur rassure les Français ou au contraire les angoisse encore davantage.

Chacune des 43 lois sécuritaires votées depuis vingt ans est précédée d'affirmations sur la dangerosité de l'espace public, qui serait le



ÉVELYNE SIRE-MARIN
Magistrate honoraire,
vice-présidente
de la Ligue des droits
de l'homme

fait de la violence des jeunes et des étrangers. Qu'en est-il et comment sortir de l'inflation pénale ? La part de la délinquance des mineurs ne cesse de décroître dans la délinquance générale. Plutôt que d'abaisser la majorité pénale à 16 ans comme le prévoit la loi de Gabriel Attal, peut-être faudrait-il retrouver l'esprit du texte fondateur de 1945 et compléter l'arsenal répressif par l'injection à haute dose d'éducateurs de rue, de pédopsychiatres, d'infirmières scolaires et de personnels éducatifs, tant au sein de l'aide sociale à l'enfance qu'à la protection judiciaire de la jeunesse.

La France est habitée par deux demandes politiques fortes : la justice sociale et le désir d'ordre.

Concernant les étrangers, 65 % des Français pensaient en 2024 qu'ils étaient trop nombreux. Les étrangers représentent pourtant 10 % de la population et 90 % sont arrivés avec un titre de séjour régulier. Faut-il continuer de voter une loi tous les quinze mois pour restreindre toujours plus leurs droits avec cette politique kafkaïenne de délivrances massives d'obligations de quitter le territoire, impossible à exécuter ? Ne faudrait-il pas, à l'instar de l'Espagne, régulariser ceux qui travaillent dans le bâtiment, la restauration ou les services à la personne, où les recrutements sont si difficiles ?

Sortir du populisme pénal, ce serait, comme le disait Robert Badinter, faire de la France le pays des droits de l'homme, et pas seulement celui de la Déclaration des droits de l'homme. ■

La promotion de l'isolement constitue l'unique programme de Gérald Darmanin. Le garde des Sceaux s'éloigne alors des principes dont il est le garant.

Il souffle de nouveau un vent de populisme sur les prisons françaises. Depuis son arrivée au ministère de la Justice, Gérald Darmanin s'est engagé à coups de slogan évocateur dans un concours d'escalade répressive et sécuritaire. Dans cet ensemble, c'est la création d'une prison de haute sécurité qui tient aujourd'hui le haut de l'affiche du programme ministériel. Déclinant ses annonces, le garde des Sceaux assure que c'est sous le régime de l'isolement qu'y seront prochainement incarcérés « les 100 plus gros narcotrafiquants ». Mis à l'écart du reste de la population pénale, ils seront isolés entre eux pour une durée indéterminée, alors même que les recommandations internationales insistent sur le fait de ne pas prolonger une telle mesure au-delà de quinze jours. Et avant même qu'il n'ait été mis en œuvre, le ministre promet déjà son extension en claironnant la création de deux autres établissements semblables d'ici deux ans, pour porter à plus de 600 le nombre de personnes détenues concernées.

Les choses sont on ne peut plus claires : c'est au seul prisme du durcissement des conditions et des régimes de détention que Gérald Darmanin envisage ses actions sur les prisons. Profitant d'une large méconnaissance des règles et modes de fonctionnement du monde carcéral, il ranime toutes sortes de fantasmes pour exciter les passions. Qu'importe que l'élévation du niveau de sécurité



MATTHIEU QUINQUIS
Président
de l'Observatoire
international
des prisons (OIP)

des établissements soit identifiée comme une cause d'aggravation du niveau de tension et de violence dans les prisons. Qu'importe aussi que les effets néfastes d'un isolement prolongé sur l'état de santé physique et psychique des personnes détenues soit parfaitement documenté.

La promotion de l'isolement carcéral, régulièrement qualifié de « torture blanche », ne semble pas perturber le gouvernement français. Mais qu'importe surtout pour lui que le pays compte 80 669 personnes détenues au 1^{er} janvier 2025 et un taux d'occupation dépassant les 156 % dans les maisons d'arrêt où sont enfermés deux tiers de la population carcérale. Cette situation les expose massivement à des conditions indignes de détention. Pendant que le ministre de la Justice agite ses chiffons, se perpétuent en France d'insupportables traitements inhumains et dégradants. Depuis plus de cinq ans, la Cour européenne des droits de l'homme somme les autorités françaises d'entendre ses condamnations. En vain. Jusqu'alors aucun gouvernement n'a pris les mesures que nos engagements imposent. Et l'indifférence générale se renforce autant que la situation s'aggrave. Gérald Darmanin compte-t-il à son tour se soustraire à l'autorité de cette institution ? Boutiquier de la sécurité, il semble oublier que le ministère de la Justice est avant tout celui des libertés. Et il feint d'ignorer que son jeu populiste empoisonne l'institution et les principes dont il est censé être le garant. Face aux passions tristes, c'est en consacrant et préservant la force des droits et libertés que nous pourrons recouvrer la raison. ■

Pendant que le ministre agite ses chiffons, se perpétuent d'insupportables traitements inhumains et dégradants.



Rosa Bursztein remet en question ses certitudes. Loin de se cantonner à l'image de l'éternelle célibataire, l'humoriste espère aller plus loin. Quitte à dévoiler plus qu'attendu, à interroger ses «propres biais», ses «propres blagues», pour en extraire les contradictions qui l'animent. «Je veux montrer pourquoi nous, les humoristes, sommes aussi fous, détestables et monstrueux, lance-t-elle. Parce que, sinon, c'est juste jouer au gourou.»

Une pensée qu'elle a mûrie au fil des années. Formée dans le théâtre parisien, Rosa Bursztein est repérée par le comédien états-unien (et francophile) John Malkovich, reconvertis en metteur en scène pour l'adaptation des *Liaisons dangereuses*, au Théâtre de l'Atelier, en 2012. Elle enchaîne en jouant pour le metteur en scène Peter Stein, dont l'aura s'étend à l'échelle européenne, à l'occasion de son adaptation du *Prix Martin*, en 2013. Rosa Bursztein décide pourtant de dévier, en partie, de ce chemin tout tracé. «Au départ, je voulais juste jouer à l'Odéon, se rappelle-t-elle. Puis, j'ai pris conscience que tu joues devant un parterre de têtes blanches, aisées et abonnées.»

Devenue, en parallèle de sa carrière de comédienne, chroniqueuse sur France Inter et Quotidien, créatrice du podcast *Les mecs que je veux bien* et autrice d'un récit du même nom, Rosa Bursztein souhaite «corréler» ce qu'elle aborde sur scène à ce qu'elle vit. Détresse amoureuse, sexualité, féminisme, judéité, politique... Attirée par «l'immédiateté» et la «pauvreté des moyens» requis, la comédienne a entamé sa mue vers le stand-up.

La volonté derrière l'écriture de son nouveau spectacle, *Dédoublee*, en est le parfait exemple. Son précédent seul-en-scène, d'abord intitulé *Tenir debout* puis renommé *Rosa*, faisait la part belle à ses complexes, à sa psyché, face aux attentes de la société. L'humoriste y abordait notamment son célibat, et la pression d'une société calée sur les totems du couple et de la famille. *Dédoublee* prolonge le travail en abordant son rapport à la famille, à la solitude et à ses préjugés hétéronormés. «J'ai ma propre toxicité», résume-t-elle. C'est

Rosa Bursztein, sentiments contraires

Chroniques, podcast, livre, elle n'arrête pas. L'humoriste revient avec *Dédoublee*, un seul-en-scène introspectif sur sa vie familiale et affective, mais aussi sur le rôle de l'humour à l'heure où l'extrême droite gagne du terrain.

pourquoi je me suis interrogée sur l'amour dans ma famille, dans mon couple et dans l'histoire des femmes.»

SA MÈRE A SU CRÉER UN RAPPORT «JOYEUX» À LA POLITIQUE

Sa famille, justement, a fait figure de bloc lourd et immuable qu'il a fallu bousculer. Fille d'un père trotskiste, militant à Lutte ouvrière (LO) pendant près de quinze ans et enfant de résistants ayant survécu à la Shoah, et d'une mère membre du Mouvement de libération des femmes (MLF), Rosa Bursztein a baigné

dans les luttes révolutionnaires et féministes. Elle a aussi évolué dans le champ culturel parisien, alors que son père s'est reconvertis dans la production de films d'art et d'essai. Une famille militante, donc, mais qui a aussi représenté une «*histoire douloureuse*».

Sa mère, par la transmission de la solidarité et du féminisme, a su créer un rapport «joyeux» à la politique. Le processus a été plus difficile avec son père. «Mon père avait 14 ans en Mai 68. Ce fut le meilleur moment de sa vie, car il pouvait jeter des pavés sur les CRS.» De même pour ses

Depuis plusieurs mois, une vague de harcèlement antisémite s'abat sur la jeune femme. «L'essentialisation est à la base de toutes les discriminations», rappelle-t-elle.
LYNN S.K. POUR L'HUMANITÉ

choix de carrière: «Il n'est pas super réceptif à l'humour. Ses parents étaient immigrés, il était dyslexique et a toujours eu du mal avec la langue française, donc je pense qu'il en a peur.»

Rassembler, c'est l'idéal qu'elle cherche à atteindre. Sa dernière idée en date: la création de tatouages éphémères à destination des célibataires qui viendront

«Ce serait génial que mon spectacle soit suivi d'un moment de vie et non d'un retour chez soi sur son téléphone et dans sa solitude.»

la voir sur scène, pour qu'ils se reconnaissent. «L'idée est de dire "fuck aux applications de rencontre et aux algorithmes", résume l'humoriste. Ce serait génial que mon spectacle soit suivi d'un moment de vie et non d'un retour chez soi sur son téléphone et dans sa solitude.» Après tout, la culture occupe aussi un rôle rassembleur et politique. C'est pourquoi elle est attaquée de toutes parts. «Il faut que les mariages gardent des sous pour la culture locale, alerte Rosa Bursztein. Pour lutter contre CNews, quoi...»

La montée de l'extrême droite en France pèse sur la comédienne. Car, avec cette dernière, réapparaissent au grand jour le racisme et la misogynie. Rosa Bursztein en a fait les frais. Depuis plusieurs mois, une vague de harcèlement antisémite s'abat sur elle. «L'essentialisation est à la base de toutes les discriminations, à l'encontre des juifs comme des musulmans ou des LGBTQIA+», regrette-t-elle, alors qu'un collègue de l'émission *Zoom Zoom Zen*, Merwane Benlazar, a été visé par une vague d'islamophobie pour avoir porté une longue barbe et un bonnet lors d'une chronique dans l'émission *C à vous*, sur France 5, le 31 janvier. «On n'est ni des martyrs ni des héros», résume Rosa Bursztein. Rire est juste un réflexe pour supporter la vie.» ■

TOM DEMARS-GANJA

(1) Au Théâtre de l'Œuvre, Paris 9^e, du 5 au 29 mars.